

81^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES
**ATTAF RENCONTRE NOMBRE
DE SES HOMOLOGUES
EUROPÉENS**

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a rencontré nombre de ses homologues de pays européens, au deuxième jour de sa participation aux travaux de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), indique lundi un communiqué du ministère.



P.16

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 10 Rabie Ath-Thani 1448 - 22 Septembre 2026 - N° 1393 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

L'APPEL DU SG DE L'ONU

INVESTISSEZ DANS LA PAIX !



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé lundi, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, un appel aux responsables du monde afin qu'ils consacrent davantage d'efforts à la paix, alors que les affrontements gagnent du terrain, deviennent plus difficiles à comprendre et provoquent d'immenses douleurs chez les populations.

P.7

POUR SUIVRE LES
PROJETS DE PARTENARIAT

MOHAMED ARKAB EN VISITE DE TRAVAIL AU NIGER

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, responsable des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a entamé, hier lundi, une visite de travail de deux jours en République du Niger, afin de passer en revue les projets de collaboration portés dans ce secteur, en particulier le gazoduc transsaharien (TSGP), a précisé un communiqué du ministère.

P.4

RENTREE SCOLAIRE 2026-2027

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DONNE LE COUP D'ENVOI OFFICIEL À PARTIR DE LA WILAYA DE JIJEL



P.3

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a donné, lundi matin, à l'école du chahid "Belaoura Rabah" dans le commune de Chahna (wilaya de Jijel), le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire 2026-2027.

A cette occasion, M. Sadaoui et la délégation l'accompagnant ont assisté à la leçon inaugurale destinée aux élèves du cycle primaire, placée sous le thème "Le lien entre l'arbre et la santé humaine", où il a souligné "l'attachement du secteur de l'Education nationale à informer les élèves sur les différents aspects liés à la santé".

HYDROGÈNE VERT

DES ENTREPRISES ALLEMANDES EXPRIMENT LEUR INTÉRÊT POUR LE PROJET SOUTH2 CORRIDOR

Lors d'une rencontre organisée à Alger par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) sur le partenariat et la coopération dans le domaine de l'hydrogène vert et des solutions de stockage d'énergie, les entreprises allemandes participantes ont présenté leurs solutions susceptibles de contribuer à la concrétisation du projet South2 Corridor et tenu des rencontres B2B avec leurs homologues algériens.

P.4

UNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE SOUS LE SIGNE DE L'IA

CETTE TECHNOLOGIE A ACCOMPAGNÉ TOUTES LES ÉTAPES DES INSCRIPTIONS

Dans le cadre de la rentrée universitaire de cette nouvelle année 2026-2027, le conseiller du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique chargé de l'information numérique, M. Abdel Djebbar Daoudi, a déclaré hier lors de l'émission « L'invité du matin » de la Chaîne 1 de la Radio algérienne que la rentrée universitaire est inaugurée dans la wilaya de Jijel sous le thème « l'intelligence artificielle et les transformations numériques ».

Par Ikram Haou

Selon M. Abdel Djebbar Daoudi, les applications de l'intelligence artificielle sont prêtes à être utilisées dans les différentes étapes des inscriptions universitaires, depuis les préinscriptions jusqu'aux inscriptions définitives. Il a affirmé que l'utilisation de ces applications devrait être progressivement élargie aux différentes activités pédagogiques et à l'ensemble des cycles, notamment la licence, le master et le doctorat, a-t-il souligné.

De plus, le conseiller du ministre a expliqué que l'orientation vers tout ce qui concerne l'intelligence artificielle et la transformation numérique intervient après les transformations marquées par l'économie mondiale, notamment avec le recours croissant des grandes économies au modèle de l'économie de la connaissance. Dans ce cadre, l'université algérienne cherche à investir dans les étudiants algériens et à les préparer pour accompagner ces transformations et pour relever les défis dans ce domaine.

Cela explique l'orientation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour renforcer la présence de l'intelligence artificielle et de la numérisation dans les différents parcours de l'enseignement universi-

taire. Concernant les préparatifs de la rentrée universitaire, M. Daoudi a indiqué que le nombre d'étudiants avait atteint 1 884 839 ; selon lui, c'est un chiffre qui rapproche l'université algérienne du seuil des deux millions d'étudiants, qui devrait être atteint dans un délai d'un à deux ans au plus tard. Et les universités algériennes sont toutes prêtes à accueillir ce nombre d'étudiants.

Comme il a rappelé qu'un nombre d'environ 400 000 étudiants sont formés chaque année dans les universités algériennes, dans les différents cycles et spécialités, notamment les parcours classiques, la formation des ingénieurs d'État, les sciences médicales et vétérinaires, ainsi que les écoles supérieures des enseignants. Également, l'année en cours avait été marquée par la sortie de la première promotion du pôle scientifique et technologique, qu'il décrit comme un véritable espace scientifique pour la formation des élites et un véritable phare pour le développement, composée de 157 étudiants, où les membres de cette promotion avaient obtenu un emploi, a souligné M. Djebbar.

En outre, M. Djebbar a ajouté que le secteur gérât actuellement un espace numérique comprenant 74 plateformes pour fournir des services aux différentes composantes de

la communauté universitaire, telles que les étudiants, les enseignants, les chercheurs et les fonctionnaires.

La quatrième année où toutes les opérations, que ce soit de préinscription et d'inscription définitive, sont effectuées numériquement, dans le cadre de l'application de la politique « zéro papier ».

Abordant l'exemple de l'intégration d'un modèle linguistique algérien d'intelligence artificielle sous la forme d'un assistant d'intelligence artificielle connu sous le nom de « ChatGPT », où le conseiller du ministre l'a présenté comme un modèle local similaire aux applications conversationnelles basées sur l'intelligence artificielle utilisées à travers le monde, et destiné à servir le secteur de l'enseignement supérieur. Selon les chiffres que ce responsable a cités, il y a un grand nombre de téléchargements sur les téléphones mobiles, d'utilisation et d'interaction (2 millions) de ce modèle durant la période des inscriptions.

D'après la déclaration de M. Daoudi, l'utilisation de ces technologies avait permis d'atteindre un taux de satisfaction de 97 % concernant l'orientation universitaire auprès des nouveaux titulaires du baccalauréat, et c'est le taux le plus élevé enregistré depuis l'indépendance, tout en insistant sur le choix de la spécialité qui est essentiel dans le parcours

universitaire et l'avenir professionnel de l'étudiant. Dans ce cadre, il a expliqué que le choix de la spécialité liée aux « métiers de demain » ne se fait pas seulement dans les filières scientifiques et technologiques, mais aussi les spécialités littéraires et les sciences humaines, sont demandées sur le marché du travail. Notant qu'il y a 13 nouvelles spécialités répondant au besoin du marché du travail national qui demande la formation et l'intégration des compétences capables d'accompagner ces évolutions, où il a mentionné l'exemple de la spécialité « la gestion des villes et des parcs intelligents » ainsi que « l'intelligence artificielle industrielle ».

Le renforcement de l'enseignement supérieur par de telles stratégies nationales, fondées sur le développement des expertises scientifiques qualifiées et de compétences technologiques et de spécialisations modernes variées, est un point crucial sur lequel l'Algérie fonde ses efforts, et qui aura un impact sur l'économie nationale moderne. Cette adoption technologique doit être délibérée et progressive afin d'assurer un développement harmonieux et cohérent, en évitant toute rupture susceptible de le perturber.

I.H.

OULD AMMAR LAZHAR, DIRECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE SUR LES ONDES DE LA RADIO

LES NOUVEAUTÉS DE LA NOUVELLE ANNÉE SCOLAIRE ÉVOQUÉES

Par Malika Azeb

Pour ce qui est du staff pédagogique, ce responsable a affirmé qu'un peu plus de 600 000 enseignants ont également fait leur rentrée, dont plus de 60 000 entameront leur carrière professionnelle cette année.

Le ministère de l'Éducation nationale a mis en place un nouveau procédé pour le recrutement des enseignants, consistant en la numérisation des inscriptions afin d'assurer plus de transparence.

Suite aux études et aux assises faites au début de l'année 2026, il a été constaté un manque d'enseignants. Dans ce contexte, le ministère a organisé un concours de recrutement pour y faire face, a indiqué M. Ould Ammar.

Les régions touchées par ces manquements concernent principalement les wilayas du sud du pays, notamment dans les matières techniques ainsi que les matières de langues, telles que le français. Cependant, toutes les mesures sont prises par le ministère afin de répondre aux besoins des établissements.

Concernant les structures scolaires devant accueillir ce grand nombre d'élèves, ce responsable a indiqué que ces derniers seront répartis sur plus de 30 000 établissements, dont 300 nouvellement réceptionnés.

À la question sur les établissements touchés par les derniers incendies de Jijel et de Béjaïa, ce responsable a assuré que toutes les mesures ont été prises afin de garantir une rentrée scolaire correcte pour les élèves sinistrés, saluant au passage tous les secteurs ayant pris part à la réhabilitation de ces structures, à l'instar des collectivités locales et du ministère de l'Habitat.

Pour ce qui est des familles sinistrées logées temporairement au niveau des écoles, le directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation a fait savoir que ces dernières ont toutes été relogées dans des appartements, en attendant la régularisation de leur situation, et ce, en application des instructions du président de la République concernant la prise en charge des sinistrés des incendies.

Des cellules de crise, encadrées par des conseillers d'orientation, des psychologues et des médecins des unités de dépistage et de suivi (UDS), ont été prévues au niveau de tous les établissements scolaires afin de détecter les cas nécessitant un accompagnement psychologique, que ce soit parmi les élèves ou parmi les employés, a affirmé M. Ould Ammar.

Pour le bon déroulement de la rentrée scolaire 2026-2027, le ministre de l'Éducation, Mohamed Seghir Sadaoui, s'est rendu hier à

Jijel, où il a donné le coup d'envoi officiel de la rentrée et s'est enquis de la situation prévalant au niveau de la wilaya, a déclaré ce responsable.

Comme il a évoqué le cours inaugural pour trois paliers, dont le thème était en rapport avec la protection de la nature et visant à inculquer aux élèves la culture de préservation de leur environnement.

La deuxième édition de la Semaine nationale de la santé scolaire, placée sous le thème « La santé scolaire pour un avenir sain », a également été évoquée, durant laquelle il est prévu l'organisation d'ateliers et de conférences qui seront animés par des spécialistes et des enseignants pour débattre de l'intérêt de la santé pour un avenir meilleur.

Autre nouveauté pour cette année : le règlement intérieur unifié pour tous les établissements à travers le pays afin d'organiser la vie scolaire. Ce texte régit la relation, les droits et les devoirs des différents acteurs de la famille éducative.

Par ailleurs, M. Ould Ammar a abordé le volet lié à la consommation de produits psychotropes, indiquant que, s'il est constaté un comportement anormal chez un élève, ce dernier sera soumis à des analyses qui seront effectuées par des UDS, afin d'évaluer sa dépendance en vue d'une prise en charge adéquate.

Pour l'utilisation des téléphones dans les écoles, l'intervenant a affirmé qu'il est strictement interdit d'utiliser les smartphones, tandis que, dans le cadre d'un usage purement pédagogique, l'administration donnera une autorisation écrite aux élèves.

Toutefois, concernant le problème posé par les parents pour joindre leurs enfants en cas de besoin, ce responsable a assuré que l'administration se chargera de le faire et que des endroits sont prévus pour le placement des téléphones.

Concernant la prise en charge des élèves présentant le spectre de l'autisme et leur accompagnement, Lazhar Ould Ammar a indiqué qu'« en collaboration avec le ministère de la Solidarité, des éducateurs spécialisés sont mobilisés pour l'encadrement de cette catégorie d'élèves dans des classes spécialisées », ainsi que des accompagnateurs. Idem pour la prise en charge pédagogique des élèves hospitalisés, même ceux hospitalisés à l'étranger, en Belgique précisément, comme l'a déclaré le ministre à la télévision dimanche dernier.

La question liée à la disponibilité du manuel scolaire : plus de 80 millions de livres seront mis en vente, dont 30 millions seront distribués gratuitement aux élèves nécessi-

M.A

RENTÉE SCOLAIRE 2026-2027

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DONNE LE COUP D'ENVOI OFFICIEL À PARTIR DE LA WILAYA DE JIJEL

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a donné, lundi matin, à l'école du chahid "Belaoura Rabah" dans le commune de Chahna (wilaya de Jijel), le coup d'envoi officiel de la rentrée scolaire 2026-2027.

Le ministre était accompagné, au niveau de cet établissement éducatif qui compte 157 élèves, du wali de Jijel, Ahmed Meguelati.

A cette occasion, M. Sadaoui et la délégation l'accompagnant ont assisté à la leçon inaugurale destinée aux élèves du cycle primaire, placée sous le thème "Le lien entre l'arbre et la santé humaine", où il a souligné "l'attachement du secteur de l'Education nationale à informer les élèves sur les différents aspects liés à la santé".

Il a également expliqué que "la préservation de la santé des élèves s'inscrit dans le souci de veiller à l'avenir des générations futures", précisant que l'objectif de l'organisation de ces activités est "d'ancrer la culture sanitaire chez les élèves et de leur faire compren-



dre la portée symbolique de cette opération, à même de les inciter à préserver leur santé, notamment à travers la connaissance des principes d'une alimentation saine".

Dans le même contexte, le mi-

nistre a indiqué que "dans le cadre de la Semaine nationale de la santé scolaire, des médecins expliquent aux élèves les différents aspects liés à l'alimentation saine et à la santé en général".

A cet égard, il a mis l'accent sur "l'importance d'organiser cette semaine au début de l'année scolaire, contribuant ainsi à faire de la rentrée scolaire une rentrée placée sous le signe de la santé et à préserver la santé des générations futures".

A cette même occasion, le ministre a supervisé la plantation d'un arbre au sein de l'école du chahid "Belaoura Rabah", en commémoration de cette rentrée scolaire et en concrétisation des valeurs humaines et environnementales.

RA

LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES TOUCHÉS PAR LES INCENDIES REPRENENT VIE ET ACCUEILLENT LES ÉLÈVES DANS LES MEILLEURES CONDITIONS

Après plusieurs semaines de travaux de réhabilitation, les établissements scolaires endommagés par les incendies survenus dans la wilaya de Jijel fin août dernier ont retrouvé leur animation habituelle, lundi, à l'occasion de la rentrée des classes, en accueillant les élèves dans de bonnes conditions.

Le directeur de l'éducation, Saâd Kesra, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'il s'agit de 24 écoles primaires et de 3 collèges d'enseignement moyen (CEM) situés dans 17 communes, dont, principalement, Bordj Tahar, Djemaâ Beni Hbib et Chahna.

Ces établissements, a-t-il affirmé, ont accueilli les élèves dans de bonnes conditions, lundi matin lors de la rentrée des classes dont le coup d'envoi officiel a été donné par le ministre de l'Education nationale, Mohamed-Seghir Sadaoui.

Le même responsable a ajouté que l'engagement des institutions de l'Etat et des entreprises, chacune selon ses compétences, a grandement contribué à la reprise normale des activités scolaires, soulignant que plusieurs

mesures ont été prises pour accompagner les élèves et leur permettre de reprendre leur scolarité dans de bonnes conditions.

De son côté, le directeur des équipements publics, Hamza Chenaoua, a indiqué que grâce à l'engagement de tous, les établissements scolaires endommagés par les incendies, et qui ont fait l'objet d'importantes actions de réhabilitation, ont été remis en état pour être entièrement prêts pour la rentrée scolaire.

Pour donner une note esthétique et agréable à ces structures, la direction de la culture et des arts a entrepris un important travail de décoration des écoles touchées, dans le cadre d'une initiative intitulée "car le pinceau et les couleurs jouent un rôle dans l'apaisement des douleurs et la renaissance de l'espoir".

Le secteur de la solidarité nationale a, pour sa part, remis plus de 3.500 cartables comprenant toutes les fournitures scolaires nécessaires aux élèves issus de familles touchées par les récents incendies, tout en veillant à accompagner les écoliers par les cellules de solidarité de proximité en programmant, no-

tamment, des séances de soutien psychologique pour les aider à surmonter les séquelles du traumatisme et à retrouver un sentiment de sécurité et de sérénité.

Plusieurs parmi les élèves qui ont repris, ce lundi, le chemin de l'école, ont exprimé leur joie de voir leurs écoles, touchées par les incendies, rouvrir leurs portes, notamment dans les zones touchées par les incendies, comme l'école Boundja-Amar au village de Taghrast dans la commune de Bordj Tahar qui a fait l'objet d'une importante opération de restauration après avoir été touchée par les flammes à la fin du mois d'août dernier.

Les parents d'élèves n'ont pas caché, eux non plus, leur joie de voir la vie reprendre son cours normal dans les établissements scolaires endommagés, et salué les efforts des services de l'Etat qui ont permis de les rénover en un temps record, permis à leurs enfants de rejoindre les bancs de l'école comme le reste de leurs camarades à travers le pays.

RA

AUDIENCE À L'APN
BOUFEDECHE REÇOIT LE SG DE L'AIPA

La présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Khalida Boufedech, a reçu, lundi, le Secrétaire général de l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), Chem Widhya, en visite de travail en Algérie, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du "renforcement des relations parlementaires entre l'Algérie et l'Assemblée interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA), à la suite de l'adhésion de l'APN en qualité de Parlement observateur".

Lors de cette rencontre, Mme Boufedech a salué "le rôle joué par l'AIPA dans la promotion du dialogue et de la coopération parlementaire et en faveur des questions d'intérêt, notamment la paix et la sécurité, le développement durable, le rôle des jeunes et des femmes et la coopération économique et parlementaire".

Elle a rappelé que la politique étrangère de l'Algérie "repose sur des principes solidement ancrés, en tête desquels le respect de la souveraineté et de l'indépendance des Etats, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, le respect des frontières et le droit des peuples à l'autodétermination", soulignant que ces principes permettent, à travers la diplomatie parlementaire, de "contribuer aux efforts de consolidation de la paix et de la stabilité" et de

"renforcer le dialogue entre les peuples et les Parlements".

De son côté, le Secrétaire général de l'AIPA a salué "le rôle de l'Algérie en faveur des questions de paix et de sécurité et de la coopération internationale", se félicitant de "l'adhésion de l'APN en qualité de Parlement observateur", tout en mettant en avant "l'importance du développement de cette coopération, à travers la participation de l'Algérie aux différentes activités de l'AIPA, et de l'intensification de la concertation et de l'échange d'expertises entre les deux parties".

Les deux parties ont également abordé plusieurs questions d'intérêt commun, notamment "la paix et la sécurité régionales et internationales, la sécurité maritime, le changement climatique, la sécheresse et la désertification, le développement économique, l'économie numérique,

l'intelligence artificielle, les défis liés à l'utilisation croissante des nouvelles technologies et le renforcement de la coopération parlementaire pour relever ces défis".

La rencontre a également porté sur le Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC), en tant que "cadre de référence important fondé sur les principes du respect de la souveraineté, de la non-ingérence, du règlement pacifique des différends et de la promotion de la coopération entre les Etats", ajoute le communi-

qué, soulignant que "l'adhésion de l'Algérie à ce Traité en 2025 témoigne de son intérêt pour le renforcement de sa présence et de sa coopération avec les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)".

Les deux parties ont, en outre, mis l'accent sur "l'importance de l'élargissement de la participation de l'APN aux activités de l'AIPA et du renforcement des mécanismes de coordination et de dialogue", tout en examinant "la possibilité d'instaurer des cadres de coopération institutionnelle englobant l'échange d'expertises, l'organisation de programmes de formation et la coopération entre les Parlements observateurs et le Secrétariat de l'AIPA".

Au terme de la rencontre, les deux parties se sont dites "disposées à poursuivre l'action conjointe afin de promouvoir les relations entre l'APN et l'AIPA, de manière à consolider la diplomatie parlementaire et à ouvrir de plus larges perspectives de coopération entre l'Algérie et les pays de l'Asie du Sud-Est, au service de la paix, de la stabilité, du développement et de la coopération entre les peuples".

La rencontre s'est déroulée en présence du vice-président de l'APN, Monder Bouden, et du Secrétaire général de l'Assemblée, Salim Djalal.

RA

POUR SUIVRE LES PROJETS DE PARTENARIAT

MOHAMED ARKAB EN VISITE DE TRAVAIL AU NIGER

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, responsable des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a entamé, hier lundi, une visite de travail de deux jours en République du Niger, afin de passer en revue les projets de collaboration portés dans ce secteur, en particulier le gazoduc transsaharien (TSGP), a précisé un communiqué du ministère.

Par Halim Derdar

M. Arkab est accompagné, durant cette étape, par le PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, par le vice-président de l'Activité Raffinage et Pétrochimie (RPC), par le Directeur général de Sonatrach international Production and Exploration Corporation (Sipex) ainsi que par plusieurs responsables du secteur.

Inscrite dans la dynamique des liens entre l'Algérie et le Niger, notamment dans le domaine des hydrocarbures, cette visite vise à vérifier l'état d'avancement des projets de partenariat entre les deux pays, notamment le TSGP.

Elle s'inscrit aussi dans la poursuite des actions liées au projet de recherche et d'exploration mené par le groupe Sonatrach, en coopération avec la Société nationale nigérienne du pétrole (Sonidep), au sein du bloc pétrolier de Kafra, et dans la continuation de l'évaluation de nouvelles zones pétrolières au Niger, notamment le bloc de Bilma, ajoute le communiqué.

Cette visite offre, par ailleurs, la possibilité de renforcer la coopération et d'améliorer la coordination dans les secteurs du raffinage et de la pétrochimie. Elle concerne, notamment, le suivi des grands travaux de maintenance de la raffinerie de Zinder au Niger, ainsi que la progression du projet du TSGP qui relie l'Algérie, le Niger

et le Nigeria. Présenté comme un projet structurant, il s'inscrit dans le cadre de la consolidation de l'intégration énergétique régionale et de l'extension des infrastructures gazières sur le continent africain.

À ce titre, le ministère a rappelé que l'Algérie a lancé, en juin dernier, la réalisation du tronçon algérien du projet, tandis que les préparations et les études relatives à la partie portée par le territoire nigérien continuent. Cette composante doit constituer l'un des axes majeurs de la mission.

M. Arkab doit se réunir avec plusieurs responsables nigériens afin d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le champ des hydrocarbures, et de développer les partenariats entre les entreprises

et les organismes spécialisés des deux pays. Il s'agira aussi de suivre les projets communs et d'envisager leur extension, en vue de servir les intérêts partagés et le développement économique et énergétique dans les deux pays ainsi que dans la région.

Cette visite « reflète la détermination de l'Algérie à poursuivre le renforcement de sa coopération avec la République du Niger et à consolider des partenariats fondés sur l'échange d'expertises et la valorisation des ressources énergétiques, au service de l'intégration économique et énergétique africaine », conclut le communiqué.

H.D

HYDROGÈNE VERT

DES ENTREPRISES ALLEMANDES EXPRIMENT LEUR INTÉRÊT POUR LE PROJET SOUTH2 CORRIDOR

Une dizaine d'entreprises allemandes activant dans le secteur de l'énergie ont exprimé, lundi, leur intérêt pour le projet South2 Corridor, visant à produire de l'hydrogène en Algérie et à l'exporter vers l'Europe.

Lors d'une rencontre organisée à Alger par la Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) sur le partenariat et la coopération dans le domaine de l'hydrogène vert et des solutions de stockage d'énergie, les entreprises allemandes participantes ont présenté leurs solutions susceptibles de contribuer à la concrétisation du projet South2 Corridor et tenu des rencontres B2B avec leurs homologues algériens.

Dans ce cadre, la représentante de Duchting Pumpen, fabricant de pompes de dessalement d'eau, Drifa Merabet, a exprimé le vif intérêt de l'entreprise pour participer à ce projet, tout en présentant un nouveau matériau développé par cette entreprise, permettant de produire localement les pièces de rechange liées au dessalement.

Rappelant l'historique du partenariat énergétique entre l'Algérie et l'Allemagne, Mme Merabet a souligné qu'"une nouvelle énergie s'offre désormais à eux" et que "c'est l'occasion de lancer un nouveau partenariat fructueux".

De son côté, le directeur de Fichtner GmbH &

Co. KG, Francisco Retamar Terrero, a indiqué que son entreprise, activant dans plusieurs sous-secteurs liés à l'hydrogène vert dont le dessalement et l'environnement, était prête à collaborer dans le cadre de ce projet d'avenir.

Le directeur général de l'AHK Algérie, Oliver Blank, a affirmé, pour sa part, que l'Algérie disposait d'un potentiel important en énergies renouvelables et nouvelles et que la coopération avec l'Allemagne pouvait jouer un rôle majeur dans le développement d'une filière hydrogène forte.

Pour la représentante du service économique de l'ambassade d'Allemagne en Algérie, Anne-Sophie Legge, il existe une volonté de renforcer les liens économiques entre les deux pays, précisant que le secteur de l'énergie sera un axe clé de cette coopération.

Elle a qualifié de "très positive" la dynamique des relations bilatérales, ajoutant dans ce sens que les entreprises allemandes, en particulier les PME, disposent d'une importante expertise à partager avec l'Algérie.

De son côté, le représentant du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables, Nabil Selami, a vu dans cette rencontre l'occasion de mieux comprendre les opportunités du marché algérien et d'échanger sur les attentes, les besoins et les conditions de réussite.

Il a évoqué une volonté partagée de construire un avenir durable et de faire des deux pays des partenaires stratégiques pionniers dans les domaines industriel et technologique, dans le cadre d'une coopération bénéfique et tournée vers l'avenir. L'Algérie dispose d'atouts considérables dans la transition énergétique, avec une volonté politique de développer progressivement les filières renouvelables et celle de l'hydrogène, à laquelle le gouvernement accorde une grande importance, a souligné M. Selami.

"L'objectif est que l'Algérie devienne un acteur régional majeur, grâce à son vaste réseau de transport", a-t-il dit, ajoutant que "le développement de cette filière suppose aussi celui du capital humain, le transfert de technologie et une législation adaptée".

Le projet South2 Corridor, destiné à acheminer de l'hydrogène renouvelable de l'Algérie vers l'Europe, en passant par la Tunisie et l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne, s'étend sur quelque 3.300 km et vise une capacité d'importation de plus de 4 millions de tonnes d'hydrogène par an. Il prévoit de s'appuyer à plus de 65% sur des gazoducs existants adaptés au transport de l'hydrogène, avec une mise en service complète prévue au début des années 2030.

RE

EXPORTATION DE PLUS DE 15.000 TONNES DE CIMENT ET DE CLINKER

Le port de Ténès, dans la wilaya de Chlef, a enregistré une opération d'exportation de plus de 15.000 tonnes de ciment et de clinker à destination de l'Europe, a-t-on appris lundi auprès de cette infrastructure portuaire.

Le directeur général par intérim du port de Ténès, Lakhdar Brahim, a indiqué à l'APS que, dans le cadre du renforcement des exportations hors hydrocarbures, trois (3) navires ont été chargés simultanément dimanche soir, pour un volume global de 15.000 tonnes de ciment et de clinker à destination de l'Europe.

Il a précisé que le premier navire a été chargé avec 7.000 tonnes de clinker, le 2e avec 4.500 tonnes de ciment conditionné en grands sacs, tandis que le 3e a embarqué 3.550 tonnes d'un autre type de ciment.

M. Lakhdar a souligné que le port de Ténès "renouvelle son engagement à soutenir la dynamique nationale des exportations et à

mobiliser ses capacités au service de l'économie nationale et du développement économique du pays".

Par ailleurs, dans le cadre du développement et de la modernisation du port de Ténès, l'une des plus anciennes infrastructures portuaires du pays, ce dernier a bénéficié d'un projet visant à renforcer le quai commercial sur une longueur de 480 mètres, selon le même responsable.

Cette opération devrait contribuer à renforcer le rôle stratégique du port, le moderniser, le consolider et le protéger, tout en améliorant son exploitation et en soutenant davantage la dynamique des exportations hors hydrocarbures engagée au niveau de cette infrastructure, selon la même source.

Ce projet fait suite à une étude lancée en 2023 par la Direction des travaux publics, ayant permis son inscription et la mobilisation des enveloppes nécessaires à sa réalisation.

RE

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES REZIG RÉUNIT LES PRODUCTEURS DE CIMENT

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé, lundi, une réunion avec les producteurs de ciment, consacrée à l'évaluation du bilan des opérations d'exportation durant le premier semestre 2026 et à l'examen des perspectives de renforcement de la présence du ciment algérien sur les marchés internationaux, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, s'inscrit dans le cadre du suivi périodique des performances des différentes filières disposant de capacités d'exportation et de l'accompagnement des opérateurs économiques dans le renforcement de la présence des produits algériens sur les mar-

chés extérieurs.

A cette occasion, M. Rezig a souligné la nécessité de renforcer la présence du produit national sur les marchés des pays africains, qu'il a qualifiés de "prometteurs", compte tenu des avantages compétitifs dont bénéficie la filière du ciment, notamment en termes de qualité des produits et de capacités de production, ajoute le communiqué.

Le ministre a également appelé à élargir la présence du ciment algérien sur les marchés extérieurs et à ouvrir de nouvelles destinations à l'exportation, notamment en Asie, en Amérique et dans les Caraïbes, afin d'ouvrir de nouvelles perspectives aux exportations nationales, conclut le communiqué.

RE

AGRICULTURE À EL-OUED

VERS UNE PRODUCTION RECORD DE TROIS MILLIONS DE QUINTAUX DE TOMATES

La wilaya d'El-Oued se prépare à une excellente saison pour la tomate de plein champ. Avec près de 4 000 hectares cultivés et une production estimée à 3 millions de quintaux, la région confirme sa première place nationale, portée par la forte demande sur les marchés du pays.

Par Hamida Indja

La Chambre de l'agriculture de la wilaya d'El-Oued a annoncé hier que près de 4 000 hectares de tomates de plein champ seront cultivés pendant la saison agricole actuelle. Cela représente une augmentation de 5 % par rapport à la saison passée. Djelloul Othmani, le président de la Chambre agricole, a expliqué que les agriculteurs apprécient beaucoup cette culture et ont commencé à planter au début de ce mois, même s'il y a eu un petit retard à cause de la forte chaleur de l'été. Cela s'explique par les bons résultats de production, mais aussi parce que ce légume est l'un des produits de la terre les plus achetés partout dans le pays.

Le même responsable a également indiqué que cette production devrait avoisiner les trois millions de quintaux de tomates en plein champ, ce qui représente une augmentation de 5 % par rapport à l'année dernière.

Cette culture de tomates se développe beaucoup dans la région, surtout dans les communes qui pratiquent intensivement l'agriculture, comme Hassi-Khelifa, Debila, El-Magrane, Trifaoui et Reguiba. Ces com-



munes disposent de terres idéales pour l'agriculture et capables de produire de grandes quantités.

La wilaya d'El-Oued se fait remarquer pour sa production de tomates en plein air. La plantation se fait généralement entre le début du mois d'août et la fin du mois de septembre, tandis que la récolte a lieu entre décembre et février. La wilaya occupe la première place dans tout le pays pour la production de ces tomates,

qui sont vendues partout en Algérie. C'est pour cette raison qu'un grand marché national réservé à la vente de ce produit a vu le jour dans la commune d'El-Magrane, située à 35 kilomètres d'El-Oued. La même source indique que la surface totale de terres cultivées dans la wilaya d'El-Oued dépasse les 100 000 hectares, et cette surface augmente chaque année de 1 à 5 %.

H I

MASCARA

FIN DE LA CAMPAGNE DE RÉPARATION DES FUITES D'EAU

L'unité de l'Algérienne des Eaux (ADE) de la wilaya de Mascara a récupéré 16.800 m3 d'eau potable dans le cadre d'une campagne régionale de réparation des fuites enregistrées sur la conduite principale d'adduction du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), alimentant le corridor de Sig. Cette campagne, qui s'est achevée lundi, a mobilisé des équipes techniques de plusieurs wilayas, a indiqué le directeur de l'unité, Mohamed Bentouaf.

M. Bentouaf a précisé à l'APS que les opérations, menées durant cinq jours, ont mobilisé plus de 50 agents des équipes techniques des unités de l'ADE des wilayas de Mascara, Mostaganem, Tiaret et Tlemcen. Les interventions sur plusieurs points de la conduite principale du système de transfert MAO ont permis de

récupérer un volume total de 16.800 m3 d'eau potable.

Ces opérations ont également permis de réparer sept importantes fuites d'eau localisées sur différents tronçons de cette conduite, qui alimente notamment les communes de Sig, El-Alaïmia, Ras El Aïn Amirouche, Oggaz et Bouhenni. Organisée par la direction générale de l'ADE, en coordination avec les autorités de la wilaya, cette campagne a contribué à améliorer l'approvisionnement en eau potable au niveau du corridor de Sig desservi par le système MAO et à réduire les perturbations susceptibles d'affecter le programme quotidien de distribution de cette ressource dans les communes concernées, a ajouté le même responsable.

Cette opération s'inscrit également dans le cadre du renforcement de la coopération et de la

coordination entre les différentes unités de l'ADE, notamment en matière d'intervention et de réparation des fuites enregistrées sur la conduite principale d'adduction du système MAO, a-t-on souligné de même source.

Par ailleurs, M. Bentouaf a annoncé que l'unité de wilaya de l'ADE prévoit, dans les prochains jours, l'organisation d'une vaste campagne de réparation des fuites sur les réseaux de distribution d'eau potable à l'intérieur des zones urbaines de plusieurs communes de la wilaya.

Cette opération vise à améliorer l'alimentation en eau potable et à récupérer d'importantes quantités de cette ressource vitale, dans le cadre des efforts visant à réduire les pertes sur les réseaux de distribution, a-t-il conclu.

RR

TISSEMSILT

PLUS DE 270 ENFANTS À BESOINS SPÉCIFIQUES REJOIGNENT LES CENTRES SPÉCIALISÉS

Au total, 275 enfants à besoins spécifiques ont rejoint, lundi, les classes des quatre centres et établissements spécialisés de la wilaya de Tissemsilt, afin de poursuivre leur scolarité au titre de la nouvelle année scolaire 2026-2027. A cette occasion, le directeur de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), Mohamed Boukhal, accompagné de représentants de plusieurs associations œuvrant en faveur de cette catégorie et en présence de parents d'élèves, a donné le coup d'envoi de la nouvelle année scolaire depuis l'Ecole pour enfants à besoins spécifiques souffrant de déficience auditive "Chahid martyr Mohamed Mehri", située dans la commune du chef-lieu de la wilaya. Une leçon inaugurale en langue des signes destinée à

cette catégorie a été suivie, sous la supervision d'encadreurs qualifiés de l'équipe pédagogique du secteur.

Dans une allocution, M. Boukhal a souligné l'attention accordée par son secteur au contrôle de la qualité des services fournis à cette catégorie au sein des établissements spécialisés, ainsi qu'à l'accompagnement du processus éducatif à travers des sorties sur le terrain dans plusieurs communes de la wilaya, afin de garantir le bon déroulement de la nouvelle année scolaire pour les personnes à besoins spécifiques et d'en faire une étape réussie pour cette frange de la société.

Le même responsable a indiqué qu'environ 200 élèves, garçons et filles, à besoins spécifiques, notamment ceux pré-

sentant un trouble du spectre de l'autisme léger ou une déficience mentale légère, ont rejoint aujourd'hui, à l'occasion de la rentrée scolaire, 27 classes spéciales réparties dans des établissements éducatifs de 10 communes de la wilaya, à savoir Tissemsilt, Theniet El-Had, Ammari, Ouled-Bessem, Lazharia, Larjem, Khemisti, Layoune, Bordj-Bounâama et Sidi-Slimane.

Le même responsable a précisé que son secteur a distribué, dans le cadre de la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques, des cartables contenant toutes les fournitures scolaires nécessaires aux enfants inscrits dans les établissements relevant du secteur de la solidarité de la wilaya.

RR

AÏN TEMOUCHENT

INAUGURATION DE STRUCTURES SANITAIRES ET ÉDUCATIVES

Par Kahina Baghdad

M. Mabrouk Ouled Abdennebi, wali d'Aïn Temouchent, a présidé hier lundi la réception de plusieurs équipements destinés à la santé et à l'enseignement, consolidant ainsi les capacités de la wilaya.

À El-Amria, un centre inédit pour la prise en charge des enfants aux besoins spécifiques a été ouvert. Selon Tarek Belkat, directeur de wilaya de l'Action sociale, cette structure accueille 76 enfants sur une capacité de 120, âgés de 3 à 16 ans et répartis dans huit classes spécialisées. Elle s'adresse aux jeunes de la commune et des environs présentant une déficience mentale ou des troubles du spectre de l'autisme. Le wali a demandé aux responsables du secteur de mobiliser tous les moyens pour un accompagnement adéquat et un suivi de terrain.

À Oulhaça, une salle de soins a été mise en service au village de Zaâr. Réalisée via le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL) et équipée par la Santé et la Population, elle dispose du personnel médical nécessaire pour les soins de base des habitants et des zones voisines, a précisé Abdelkrim-Mohamed Zelmat, directeur de wilaya de la Santé et de la Population, dans une démarche de rapprochement des services.

Pour l'Education, le wali a aussi supervisé l'ouverture de sept groupements scolaires à Aïn Temouchent, d'un nouveau CEM à Oulhaça et d'un lycée à El-Malah. Ces réalisations font partie des nouvelles structures éducatives de la wilaya pour la rentrée en cours, soit sept groupements primaires, trois collèges et un lycée.

K.B

RIVALITÉS, PUCES ET TAXES DOUANIÈRES

QUAND LE COMMERCE DEVIENT UN CHAMP DE BATAILLES POUR SUPERPUISSANCES

Le secrétaire américain des Finances, Scott Bessent, et le vice-premier ministre chinois, He Lifeng, se sont réunis pour une longue journée de négociations, en présence du représentant au commerce de la Maison-Blanche, Jamieson Greer. Ces pourparlers stratégiques ont pour objectif de préparer le terrain et baliser le chemin avant la visite officielle et la rencontre très attendue entre les présidents Donald Trump et Xi Jinping.

Par Rihab Taleb

Scott Bessent a rappelé sa volonté d'avoir des échanges constructifs. L'enjeu principal est de réussir à prolonger la trêve commerciale conclue l'an dernier après une longue période de taxes punitives réciproques, une trêve qui doit expirer au mois de novembre. Les Américains veulent également s'assurer que la Chine ne bloquera pas l'accès aux terres rares, ces métaux indispensables pour fabriquer des voitures, des téléphones et du matériel militaire. En parallèle, les discussions abordent d'autres sujets, comme la guerre financière menée par les États-Unis contre l'Iran, un pays que la Chine soutient diplomatiquement et dont elle achète une grande partie du pétrole. Pour surmonter ces différends et renouer le dialogue au plus haut sommet, les deux puissances tentent de refermer une longue période de turbulences économiques.

Cette situation de tension permanente, qui a longtemps inquiété les marchés et perturbé l'économie de la planète entière, ne s'est pas produite par hasard. Elle est le fruit d'une longue histoire faite d'espoirs, de grands changements industriels et de désaccords profonds qui se sont accumulés au fil des décennies. Comment le commerce mondial a-t-il basculé de l'amitié vers le conflit ?

Pour répondre à cette question, il faudrait remonter dans le temps et observer comment ces deux géants ont construit leurs relations. Il y a cinquante ans, les relations entre les États-Unis et la Chine étaient pourtant très différentes et pleines d'optimisme. Au cours des années 1970, et surtout à partir de l'année 1979, où les deux pays ont officialisé leurs liens diplomatiques, les dirigeants américains ont fait un pari sur l'avenir. Ils se sont dit qu'en aidant la Chine à s'ouvrir au commerce avec le reste du monde, le pays allait devenir de plus en plus riche et qu'il finirait par ressembler aux démocraties occidentales, en adoptant les règles du capitalisme et le respect des libertés.

Ce grand pari a connu son moment le plus fort en l'an 2001, lorsque la Chine est entrée officiellement dans l'Organisation mondiale du commerce. À partir de ce moment-là, tout a changé dans l'industrie mondiale. La Chine est devenue rapidement l'atelier du monde entier, attirant des usines



par milliers grâce à une main-d'œuvre très nombreuse et beaucoup moins chère qu'en Occident. Les magasins du monde entier ont alors été remplis de produits à des prix très bas. Pour les familles américaines et européennes, c'était une excellente nouvelle pour le portefeuille, mais pour les ouvriers et les usines des pays occidentaux, cela a été le début d'une catastrophe, avec des milliers de fermetures d'usines et des pertes d'emplois.

Au fil du temps, les dirigeants des États-Unis ont réalisé que leur pari n'avait pas fonctionné comme prévu. La Chine n'est pas devenue une démocratie libérale, et elle a utilisé les règles du commerce mondial tout en protégeant son propre marché grâce à un État très puissant qui aide ses entreprises. Les États-Unis ont commencé à accuser Pékin de tricher, notamment en volant des secrets industriels, en obligeant les entreprises étrangères à donner leurs technologies pour pouvoir travailler en Chine et en

aidant ses propres entreprises avec des sommes d'argent colossales pour qu'elles écrasent la concurrence.

Le moment précis où la guerre commerciale a éclaté au grand jour s'est produit en l'année 2018. Sous la direction du président américain Donald Trump et de son administration, les États-Unis ont décidé de changer totalement de méthode et de passer à l'attaque. Estimant que le déficit commercial était devenu beaucoup trop grand et que les pratiques chinoises étaient inacceptables, l'administration Trump a décidé d'utiliser l'arme des taxes douanières. En juillet 2018, les États-Unis ont commencé à taxer lourdement des milliards de dollars de marchandises qui venaient de Chine. Bien évidemment, la Chine n'est pas restée les bras croisés et a immédiatement appliqué des taxes de retour sur les produits américains, comme le soja ou le maïs, déclenchant ainsi une véritable spirale de représailles.

Depuis cette date de 2018, le conflit n'a jamais vraiment cessé. Il est même

devenu beaucoup plus grave, puisqu'il ne concerne plus seulement des marchandises ordinaires comme des vêtements ou des jouets, mais touche les technologies du futur. Aujourd'hui, les États-Unis et la Chine se rivalisent pour le contrôle des puces électroniques, des ordinateurs surpuissants, de l'intelligence artificielle et de la transition écologique. Même si les deux pays ont parfois signé de petites trêves pour calmer le jeu, la rivalité est devenue la nouvelle habitude du commerce international.

Les grandes entreprises et les gouvernements ont compris qu'il était trop risqué de fabriquer tous leurs produits dans un seul pays lointain. Ils décident donc de ramener les usines plus près de chez eux ou de changer de fournisseurs pour se protéger. C'est la fin d'une époque où le commerce mondial fonctionnait sans frontières, et le début d'une nouvelle ère où la politique et la rivalité entre superpuissances dictent la loi de l'économie.

R.T

INFLATION/FINANCES

LES TAUX D'INTÉRÊT POURRAIENT-ILS AUGMENTER AU CANADA?

Après plusieurs mois de stabilité, le retour de l'inflation à 3 % remet les taux d'intérêt au centre des préoccupations. La hausse du prix du pétrole, provoquée par la guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz, a fait grimper les prix partout dans le monde, y compris au Canada.

À l'étranger, certaines banques centrales ont déjà commencé à réagir. La Réserve fédérale américaine a augmenté son taux directeur, tandis que la Banque centrale européenne l'a également relevé au cours des derniers mois. Le Canada pourrait-il suivre le mouvement ?

Pour le moment, ce n'est pas le scénario le plus probable. Mais tout dépendra de la durée du choc pétrolier et, surtout, de sa capacité à se propager au reste de l'économie.

L'inflation demeure sous contrôle, malgré la hausse du pétrole

Il faut d'abord remettre la situation en perspective. Après avoir atteint 8,1 % en 2022, l'inflation canadienne est redescendue à 1,95 % en août 2024 grâce, notamment, aux fortes hausses de taux d'intérêt décrétées en 2023 et en 2024. Elle est ensuite demeurée près de 2 % jusqu'en mars 2026.

La guerre en Iran et la fermeture du détroit d'Ormuz ont changé la donne. En faisant augmenter le prix mondial du pétrole et celui de l'essence au Canada, elles ont ramené l'inflation à 3 %, niveau auquel elle se maintient depuis mai 2026.

Lorsqu'on examine les composantes de cette

hausse, on constate qu'elle est principalement attribuable à l'augmentation du prix de l'essence. L'inflation demeure beaucoup plus modérée dans la plupart des autres catégories de dépenses.

En excluant l'essence, l'inflation s'établissait à 2,4 % en août, soit tout près de la cible de 2 %. Les plus récentes données indiquent également un ralentissement de l'inflation du côté des aliments et du logement. Autrement dit, la hausse des prix demeure encore largement concentrée dans l'énergie plutôt que généralisée à l'ensemble de l'économie.

Le pétrole reste la grande inconnue

La situation demeure néanmoins fragile. La Banque du Canada s'inquiète des effets que pourrait avoir une période prolongée de prix élevés du pétrole

Aujourd'hui, les données ne montrent pas encore de transmission importante à l'ensemble des biens et services. Mais plus la fermeture du détroit d'Ormuz persistera, plus le risque augmentera. Le pétrole ne se limite pas au prix affiché à la pompe. Il influence également les coûts de transport et, par ricochet, le prix d'une multitude de produits.

Pour les entreprises, la distinction est importante. Une hausse temporaire du prix de l'essence ne commande pas les mêmes décisions qu'une augmentation durable des coûts. Les dirigeants d'entreprise doivent donc suivre non seulement l'inflation globale, mais aussi l'évolution de leurs frais de transport, de leurs intrants

et de leurs chaînes d'approvisionnement.

Une économie qui roule encore au ralenti

Un autre facteur milite contre une hausse prochaine des taux : la faiblesse de la croissance canadienne

Les tarifs imposés aux produits canadiens et la baisse de la croissance démographique limitent l'activité économique. L'économie demeure ainsi sous sa capacité, ce qui réduit la pression sur les prix. Dans ces circonstances, une hausse des taux risquerait de freiner davantage les investissements des entreprises et les dépenses des ménages.

C'est pourquoi nous ne prévoyons pas d'augmentation des taux d'intérêt au cours des prochains mois. La Banque du Canada maintenait d'ailleurs son taux directeur à 2,25 % le 2 septembre 2026.

Cela dit, si les prix élevés du pétrole persistent et commencent à alimenter plus largement les coûts des entreprises et les prix à la consommation, le risque d'une hausse augmentera.

Pour les entrepreneurs, le message est nuancé, mais rassurant : rien n'indique pour l'instant une hausse imminente des taux d'intérêt. La prudence demeure toutefois de mise. Au cours des prochains mois, l'indicateur à surveiller ne sera pas tant le prix de l'essence que la capacité du choc pétrolier à se transmettre au reste de l'économie.

R.E

L'APPEL DU SG DE L'ONU

INVESTISSEZ DANS LA PAIX !

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a lancé lundi, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, un appel aux responsables du monde afin qu'ils consacrent davantage d'efforts à la paix, alors que les affrontements gagnent du terrain, deviennent plus difficiles à comprendre et provoquent d'immenses douleurs chez les populations.

Par Yacine Boudali

Dans un message diffusé pour cette date, M. Guterres a indiqué que la paix est aujourd'hui « dangereusement rare », en rappelant que les communautés subissent la violence et l'éclatement, et que les conflits « prennent de l'ampleur et deviennent plus complexes », franchissant les frontières et entraînant de grandes souffrances. Il a aussi regretté l'affaiblissement du dialogue, les obstacles pour parvenir à des solutions et la diminution de la solidarité à l'échelle internationale. Tout en reconnaissant ces constats, le chef de l'ONU a néanmoins relevé que, dans le monde entier, des initiatives œuvrent pour rapprocher les com-



munautés, encourager l'échange et limiter les divisions : volontaires, défenseurs de la paix, acteurs de la société civile, Casques bleus et artisans de la paix. Selon M. Guterres, la paix ne

relève pas d'une démarche « passive ou automatique » ; elle dépend d'une décision qui exige des investissements et des mesures concrètes pour construire un avenir plus favorable. Il a, dans ce contexte, de-

mandé d'orienter les ressources vers le développement durable : santé, éducation, nutrition et protection sociale, tout en contribuant à l'édification de sociétés ouvertes où chacun peut faire valoir son point de vue. Le responsable de l'ONU a également insisté sur l'importance de préserver les droits humains et la dignité de chaque individu, et de renforcer les moyens déjà éprouvés pour la paix, notamment la diplomatie, le dialogue, la négociation et le maintien de la paix. La Journée internationale de la paix est célébrée cette année sous le thème : « Investir dans la paix : pour tous, partout, chaque jour ».

Y.B

L'ONU ET L'UA PLAIDENT POUR UNE RÉFORME DU SYSTÈME FINANCIER ET UN RENFORCEMENT DE LA PAIX EN AFRIQUE

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, et le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, ont appelé à renforcer les efforts en faveur d'une réforme de l'architecture financière internationale et à consolider les mécanismes africains de paix et de sécurité, lors d'une réunion à New York en marge de la 81e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Dans un communiqué publié lundi, l'UA a indiqué que les discussions ont porté notamment sur "la durabilité de la dette africaine et la nécessité de permettre au continent de tirer davantage de valeur de ses ressources minérales critiques". Les deux responsables ont également sou-

ligné l'importance de "renforcer l'architecture africaine de paix et de sécurité, en mettant l'accent sur la diplomatie préventive, la médiation et la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre de solutions conduites par les Africains". Les échanges ont porté sur plusieurs situations de crise sur le continent, notamment au Sahel, en Libye, au Soudan, au Soudan du Sud, en Somalie et en République démocratique du Congo (RDC). Concernant la RDC, l'ONU et l'UA ont réaffirmé leur soutien aux efforts de médiation menés par le Togo en vue de contribuer au règlement de la crise dans l'est du pays. La réunion a également permis d'examiner

les répercussions des conflits, des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et des difficultés affectant les principaux passages maritimes sur les économies africaines et la sécurité alimentaire du continent. Les deux parties ont, en outre, évoqué les effets des événements climatiques sur les économies africaines et la sécurité alimentaire. A cette occasion, l'ONU et l'UA ont réaffirmé leur volonté de renforcer leur coopération et leur coordination sur les questions de paix et de sécurité, de financement du développement et de sécurité alimentaire, ainsi que de poursuivre leurs efforts pour finaliser leur feuille de route commune au-delà de 2026.

RI

LÉGISLATIVES AU MAROC

CRISE DE CONFIANCE SUR FOND DE TENSIONS SOCIALES ET DE DÉSINTÉRÊT ÉLECTORAL

Le Maroc s'achemine vers des élections législatives prévues mercredi, sur fond de défiance de la jeunesse à l'égard de la vie politique, dans un contexte marqué notamment par le chômage, les difficultés d'accès aux services essentiels et les enjeux liés à la migration irrégulière, selon plusieurs médias internationaux. Le scrutin intervient dans un contexte de tensions liées notamment au chômage des jeunes et à leur faible implication dans le processus électoral, ainsi qu'aux critiques visant les performances des partis politiques et aux revendications portant sur l'emploi et l'accès aux services de base. Cette situation intervient également dans un contexte marqué par les répercussions des tentatives de franchissement collectif vers Ceuta et par des tensions sécuritaires aux frontières avec l'Espagne. A ce propos, l'agence Associated Press (AP) a relevé que les difficultés rencontrées par les jeunes marocains pour accéder à l'emploi et aux opportunités figuraient parmi les facteurs ayant alimenté les manifestations menées par des jeunes l'année dernière, parallèlement à une vague de migration clandestine vers la ville espagnole de Ceuta durant l'été. Selon la même source, le taux de chômage au Maroc s'est établi à 13% en 2025, contre 37% chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans. L'agence souligne également que les revendications des jeunes marocains portent principalement sur l'emploi, la possibilité de

mener une vie décente et l'accès à des écoles, des hôpitaux et des infrastructures fonctionnelles, plutôt que sur des divergences idéologiques. Dans ce contexte, le quotidien espagnol "El Espanol" estime que le mécontentement des jeunes et la crise liée à Ceuta, qui aurait vu plus de 70.000 personnes entrer illégalement dans la ville les 30 et 31 juillet derniers, pourraient contribuer à une hausse de l'abstention lors des élections. Le journal indique, par ailleurs, que les jeunes âgés de 18 à 24 ans ne représentent que 3% des inscrits sur les listes électorales. De son côté, la chaîne espagnole "Canal Sur" a fait état d'appels lancés sur les réseaux sociaux pour organiser une nouvelle tentative de franchissement collectif vers Ceuta le 23 septembre, correspondant au jour du scrutin, faisant état d'un groupe baptisé "Migration collective vers Ceuta" qui compterait plus de 91.000 jeunes Marocains. La chaîne précise que l'ambassade d'Espagne à Rabat avait informé le gouvernement espagnol d'une "éventuelle" tentative de franchissement collectif de migrants marocains vers Ceuta mercredi prochain, coïncidant avec les élections législatives au Maroc, selon des informations rapportées par le quotidien espagnol "El Confidencial", citant des sources de la présidence du gouvernement espagnol.

RI

HOSSEIN MOHEBBI, PORTE-PAROLE DU CORPS DES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION ISLAMIQUE :

« L'IRAN CHANGERA LA GÉOGRAPHIE DE LA GUERRE SI ELLE FAIT L'OBJET D'UNE NOUVELLE INVASION »

L'Iran changera assurément la "géographie" de la guerre avec les Etats-Unis et Israël si elle fait l'objet d'une nouvelle "invasion", a déclaré Hossein Mohebbi, porte-parole du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI). "Si une nouvelle invasion est lancée (contre l'Iran), il y aura des changements significatifs dans notre défense et notre offensive... Nous changerons sans aucun doute la géographie de la guerre", a fait savoir M. Mohebbi dans une interview accordée à la chaîne d'information iranienne Al-Alam et diffusée dimanche soir. "Nous introduirons certainement de nouvelles armes dotées de nouvelles capacités dans le combat, et le monde sera stupéfait", a-t-il déclaré. "Nous avons de nouvelles cibles qui n'ont pas encore été attaquées".

M. Mohebbi a souligné que la guerre n'était pas encore terminée et que le CGRI s'était préparé à un conflit à long terme. Dans le même temps, l'état-major des forces armées iraniennes a promis lundi "davantage de défaites" aux Etats-Unis, à Israël et à leurs alliés. "Les forces armées iraniennes ne reculeront pas face à l'ennemi et feront goûter aux agresseurs et aux mal intentionnés, en particulier les ennemis américains et israéliens et leurs alliés, l'amertume de nouvelles défaites", a-t-il indiqué dans un communiqué. Le CGRI a annoncé lundi que la défense aérienne de sa division aérospatiale avait abattu un drone américain MQ-1 Predator au-dessus du détroit d'Ormuz plus tôt dans la journée. Dimanche, l'armée iranienne a déclaré que sa

défense aérienne avait intercepté un drone Orbiter au-dessus de cette voie navigable stratégique pour le transport mondial de pétrole. Le 28 février, Israël et les Etats-Unis ont lancé des attaques conjointes contre Téhéran, la capitale iranienne, et d'autres villes. Depuis, l'Iran a renforcé son emprise sur le détroit d'Ormuz. Le 18 juin, les Etats-Unis et l'Iran ont signé un protocole d'accord visant à mettre fin à la guerre dans la région sur tous les fronts, y compris au Liban. En vertu de ce protocole d'accord, ils devaient mener des négociations dans un délai de 60 jours, délai qui a expiré le 17 août, afin de parvenir à un accord définitif, mais l'issue de ces pourparlers reste incertaine dans le contexte des escalades récentes.

RI

SUSTAINERA, LE NOUVEAU PROGRAMME DE STELLANTIS POUR PROLONGER LA VIE DES BATTERIES ÉLECTRIQUES

Au salon Automechanika 2026, Stellantis dévoile l'extension de son programme SUSTAINera aux batteries électriques dont l'ambition est de prolonger la vie de ces composants coûteux grâce à la remanufacture, et d'offrir une alternative crédible au remplacement systématique.

Par Yakout Abina

Acheter une voiture électrique d'occasion fait souvent peur à cause du prix très élevé d'une nouvelle batterie en cas de panne. Pour rassurer les acheteurs, le groupe Stellantis, propriétaire de (Peugeot, Citroën, Fiat, Jeep et bien d'autres), a annoncé au salon Automechanika 2026 l'extension de son programme de pièces remanufacturées SUSTAINera aux véhicules électriques et hybrides. La majorité de ses modèles électrifiés disposent désormais d'une alternative après-vente avec des batteries haute tension reconditionnées. Avec cette initiative, le groupe déploie une stratégie industrielle d'envergure. Sa marque dédiée à l'économie circulaire, SUSTAINera, propose une offre globale centrée sur la remanufacture. Contrairement à une pièce d'occasion, une batterie reconditionnée est démontée, testée et remise en état selon les standards du constructeur, offrant les mêmes performances, la même fiabilité et la même garantie qu'un élément neuf. L'objectif est d'éviter de produire systématiquement du neuf lorsqu'un composant peut être prolongé et retrouver une seconde vie.

Cette démarche s'inscrit dans une stratégie globale qui touche aussi les compresseurs de climatisation ou les boîtes de vitesses automatiques des hybrides. Le groupe s'appuie notamment sur son réseau mondial de centres E-Repair, dédiés aux interventions sur les composants à haute tension, et déploie la stratégie dite des « 4R » : Remanufacture, Repair, Reuse et Recycle (remettre à neuf, réparer, réemployer, puis recycler). Selon les estimations du fabricant, cette approche permettrait d'économiser jusqu'à 80 % de matières premières et de réduire les émissions de CO₂ de près de 40 % par rapport à la fabrication d'élé-



ments neufs. Pour les automobilistes, c'est une excellente nouvelle, car, tout comme on peut changer une pièce sur une voiture thermique vieillissante, la voiture électrique commence à développer son propre écosystème de réparation. Une batterie en fin de vie ne vaudra donc plus forcément dire qu'il faut jeter la voiture ou payer une facture impossible.

Toutefois, une zone d'ombre persiste : Stellantis n'a pas encore communiqué le position-

nement tarifaire de ces batteries remanufacturées par rapport aux modèles neufs. C'est pourtant ce paramètre financier qui permettra de juger de l'attractivité réelle de l'offre pour les propriétaires. Quoi qu'il en soit, le mouvement est enclenché, et, à mesure que les flottes électriques prennent de l'âge, la réparabilité s'impose peu à peu comme un critère aussi déterminant que l'autonomie.

Y.A

LES TAXIS SANS CHAUFFEUR ARRIVENT EN EUROPE UNE FLOTTE DE 25 000 VÉHICULES EST DÉJÀ PRÉVUE

Bolt et Lucid veulent déployer au moins 25 000 robotaxis en Europe. Un chiffre spectaculaire, mais entre l'annonce et leur arrivée dans nos rues, plusieurs obstacles restent à franchir. Lucid, concurrent américain de Tesla, ne veut plus seulement vendre ses voitures électriques premium en Europe. Le constructeur américain s'allie à Bolt avec une ambition autrement plus spectaculaire : faire circuler des dizaines de milliers de taxis sans chauffeur.

Lucid prépare une voiture spécialement pour Bolt

L'accord annoncé le 17 septembre entre Bolt et Lucid porte sur au moins 25 000 véhicules entièrement autonomes destinés à plusieurs villes et pays européens. Bolt compte posséder et exploiter lui-même cette flotte. À plus long terme, la plateforme estonienne ambitionne même d'accueillir 100 000 véhicules autonomes d'ici 2035.

Pour Lucid, c'est une nouvelle manière de s'installer en Europe. La marque américaine y commercialise depuis peu ses voitures électriques sur plusieurs marchés, mais, cette fois, elle va développer un véhicule spécifiquement pensé pour cette activité.

Les futurs robotaxis utiliseront sa prochaine plateforme électrique Midsize. Bolt et Lucid veulent travailler ensemble dès la conception pour obtenir un véhicule capable d'accueillir un système de conduite autonome de niveau 4.

À ce stade, la voiture peut conduire seule dans les conditions et les zones pour lesquelles son système a été conçu, sans intervention permanente d'un conducteur. Cela n'est pas sans rappeler le projet Einride avec le groupe Lidl, en Allemagne.

L'architecture NvidiaHyperion doit fournir la puissance de calcul et l'ensemble des capteurs nécessaires.

25 000 robotaxis... Mais pour quand ?

C'est ici que l'annonce devient nettement moins précise. Bolt et Lucid ne donnent aucune date pour atteindre les 25 000 véhicules, pas plus qu'ils ne révèlent le montant de l'investissement nécessaire. Reuters indique que les voitures doivent être fabriquées dans la nouvelle

usine Lucid en Arabie saoudite. L'objectif impressionne donc davantage que le calendrier.

Et surtout, construire un robotaxi de niveau 4 ne suffit pas pour le lâcher dans Paris, Berlin ou Madrid. L'Union européenne dispose déjà d'un cadre permettant l'homologation de véhicules entièrement automatisés. Le règlement européen prévoit notamment les véhicules circulant dans une zone prédéfinie ou sur un trajet déterminé. Mais chaque déploiement doit respecter des exigences techniques et de sécurité, auxquelles viennent s'ajouter les règles nationales et locales nécessaires à leur exploitation.

Bolt ne cache d'ailleurs pas la difficulté. Son patron Markus Villig estime auprès de Reuters que la réglementation européenne, plus stricte en matière de sécurité qu'aux États-Unis ou en Chine, constitue le principal obstacle à un déploiement massif.

L'Europe peut-elle vraiment accueillir 25 000 voitures sans chauffeur ?

Bolt devra notamment définir avec Lucid les exigences de sécurité, le fonctionnement du logiciel et l'expérience des passagers, mais aussi créer les infrastructures permettant de gérer cette immense flotte et négocier avec les villes concernées. Les deux entreprises annoncent explicitement vouloir travailler avec les régulateurs européens. Le chiffre de 25 000 doit donc être considéré pour ce qu'il est aujourd'hui : un objectif commercial particulièrement ambitieux, et non une flotte déjà commandée avec une date de livraison. L'enjeu dépasse d'ailleurs Bolt et Lucid. Waymo a déjà démontré aux États-Unis qu'un service de robotaxis pouvait fonctionner à grande échelle, tandis que la Chine avance rapidement sur le sujet. Bolt estime même qu'à terme, l'Europe pourrait accueillir des millions de robotaxis. Lucid et Bolt viennent donc de poser un énorme chiffre sur la table. Reste maintenant le plus difficile : convaincre les autorités que ces voitures peuvent réellement se passer de conducteur. La révolution est annoncée, mais avant les 25 000 robotaxis, il faudra décrocher les homologations et obtenir le feu vert des villes européennes.

RSHT

NUMÉRISATION DES SERVICES DE SANTÉ UNE SEMAINE DE FORMATION POUR DÉCOUVRIR UN NOUVEAU SAVOIR-FAIRE

Par Salim Nait Ouguelmim

Pendant une semaine, les équipes médicales et administratives en charge de la numérisation des services de santé dans les établissements publics de la wilaya de Tiaret suivent une formation dédiée à la généralisation du dossier médical électronique, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé et de la Population (DSP). Aïcha Bekouider, chargée de l'information à la DSP, a indiqué que ce cycle de formation, lancé dimanche sous la supervision de la DSP, se tient à l'Institut national supérieur de formation paramédicale de Tiaret. Encadré par neuf spécialistes dans cinq domaines liés à la numérisation, il comprend des volets théorique et pratique, a-t-elle précisé, ajoutant que huit cadres de chaque établissement de santé y participent. Ces cadres forment les équipes chargées du déploiement et de l'installation du système numérique dans les 15 établissements de santé de la wilaya, dont cinq établissements publics hospitaliers, trois établissements hospitaliers spécialisés et sept établissements publics de santé de proximité. Ces derniers gèrent, à leur tour, 47 polycliniques, 26 centres de santé et 124 salles de soins. Le programme de cette semaine de formation comporte cinq ateliers consacrés aux bureaux d'accueil, à l'informatique, aux médecins, aux paramédicaux et aux pharmaciens. Chaque participant reçoit, selon sa spécialité, une formation portant sur l'utilisation du dossier médical du patient sous forme numérique, afin d'assurer la fluidité du travail dans le cadre d'un système numérique unifié, conformément aux orientations du ministère de tutelle.

Les participants prennent également part à une simulation du parcours numérique de prise en charge des patients, à travers une formation pratique organisée au niveau de l'établissement hospitalier spécialisé en gynécologie-obstétrique " Ould-Mabrouk Cheikh " de Tiaret, considéré comme un établissement pilote dans ce domaine. Dans ce cadre, la DSP a mobilisé les équipements et moyens nécessaires, notamment des ordinateurs, des serveurs et du matériel de bureau, et procédé à l'installation d'un réseau interne " intranet " reliant les différents établissements de santé. Cette opération doit permettre le lancement effectif de la numérisation des services de santé à travers la wilaya avant le 15 novembre prochain, conformément aux instructions du ministère de tutelle, a-t-on souligné.

SNO

PRESSION SUR LES FORÊTS LE TRAFIC MORTEL DES ÉCORCES MENACE LES GRANDS ARBRES DU CAMEROUN

Au Cameroun, des arbres centenaires dépérissent après avoir été dépouillés de leur écorce. Dans les forêts du Centre et du Sud, ces prélèvements alimentent un commerce destiné notamment aux marchés urbains et à la médecine traditionnelle. Des agents des Eaux et forêts alertent sur les conséquences de cette pratique pour les arbres et la biodiversité.

Par Chaïmaa Sadou

Dans les forêts denses de Ngomedzap, dans le département du Nyong-et-So'o, certains grands arbres portent les traces d'un prélèvement particulièrement destructeur. Leur écorce est retirée à la machette sur une large partie du tronc, parfois sur toute sa circonférence, de la base jusqu'à plus de deux mètres de hauteur. L'aubier ainsi exposé devient vulnérable aux champignons et aux insectes.

Face à cette situation, le sergent Olivier MbaOssima, agent des Eaux et forêts à Ngomedzap, évoque une situation préoccupante. Selon lui, l'écorçage excessif constitue une forme de surexploitation et peut entraîner la mort des arbres.

La technique utilisée, appelée annélation, consiste à pratiquer deux entailles verticales avant de retirer une large plaque d'écorce. Lorsqu'elle fait tout le tour du tronc, elle endommage le phloème, qui assure notamment le transport des substances produites par les feuilles vers les autres parties de l'arbre. La circulation de ces substances vers les racines est alors perturbée. L'arbre puise progressivement dans ses réserves pour continuer à fonctionner, mais finit par s'affaiblir. L'aubier laissé à découvert devient également plus exposé aux champignons et aux insectes. Selon l'ampleur des prélèvements, l'arbre peut ainsi dépérir en quelques mois et mourir debout, même sans avoir été abattu. À l'inverse, lorsque seule une partie limitée de l'écorce est prélevée, l'arbre peut avoir la capacité de cicatriser et de reconstituer progressivement les tissus endommagés.

Derrière ces prélèvements se trouve un commerce organisé. À Ngomedzap, Séverin Mpem, collecteur et vendeur d'écorces, explique que ses cargaisons sont acheminées vers Yaoundé, Douala et d'autres villes selon les commandes. Quelques kilogrammes de certaines écorces peuvent atteindre 20 000 FCFA, selon l'essence et les propriétés thérapeutiques qui leur sont attribuées.

À Yaoundé, le marché de Mvog-Mbi constitue l'un des points de vente cités dans la dépêche. Des écorces y sont exposées, séchées ou réduites en poudre. Le tradipraticien appelé « docteur Wigli » explique que la demande a augmenté avec le recours



aux plantes dans les pratiques de médecine traditionnelle. Cette demande exerce une pression supplémentaire sur la ressource forestière. L'agent des Eaux et forêts distingue toutefois le prélèvement traditionnel destiné à un usage domestique de l'exploitation commerciale systématique. Un prélèvement limité peut laisser à l'arbre une possibilité de cicatrisation, tandis que l'écorçage sur toute la circonférence compromet sa survie. La pression touche également certaines essences faisant l'objet de mesures de protection ou de restrictions d'exploitation. Dans la dépêche, le sergent Ossima cite notamment le bubinga, le kosipo, le sapelli et l'ébène. Il alerte sur les conséquences de leur disparition pour la biodi-

versité. La mort de ces grands arbres peut modifier la couverture forestière et affecter les espèces animales qui dépendent de leur environnement.

Au-delà du commerce des écorces, cette situation rappelle que la dégradation des forêts ne provient pas uniquement des incendies. L'exploitation excessive des ressources peut elle aussi fragiliser durablement les écosystèmes. Le contrôle des circuits commerciaux, la sensibilisation des populations et des pratiques de prélèvement plus durables apparaissent ainsi essentiels pour préserver les forêts camerounaises et leurs ressources pour les générations futures.

C.S

SAISON DES PLUIES A BLIDA ON SE PRÉPARE

La Direction de l'hydraulique et des ressources en eau de la wilaya de Blida a pris une série de mesures préventives en prévision de la saison des pluies, portant notamment sur le curage des oueds et des avaloirs, a-t-on appris lundi auprès de cette instance.

Le directeur du secteur, Abdelkrim Al-louche, a indiqué à l'APS qu'en prévision de l'arrivée des pluies, une série de mesures préventives a été prise, portant essentiellement sur le curage et le nettoyage de tronçons d'oueds répartis à travers le territoire de la wilaya, notamment ceux dont le niveau augmente lors de fortes précipitations et qui traversent des zones urbaines. L'opération, lancée en août dernier dans une 1ère phase englobant une

distance de plus de 4 kilomètres, a ciblé les points noirs, à l'instar des Oueds Beni Azza et Merad à Kaf Hammam (commune d'Ouled Yaïch), de l'oued Sidi El Kebir dans la commune de Blida, de l'oued Makhlouf à Ben Khelil, ainsi que de l'oued Mimoun à Boufarik.

Elle devrait prochainement s'étendre à l'ensemble des points recensés. Dans le même cadre, l'Office national de l'assainissement (ONA) a procédé au curage de 2.437 avaloirs et au traitement des différents cas d'obstruction provoqués par les dépôts anarchiques de déchets ou de corps solides. L'opération a également porté sur le nettoyage de 15 kilomètres de réseaux d'assainissement.

R.Env

A CAUSE DE LA FUMÉE DES INCENDIES PLUS DE 151.000 CAS D'INFECTIONS RESPIRATOIRES EN INDONÉSIE

Plus de 151.000 cas d'infections respiratoires aiguës ont été enregistrés dans des zones touchées par les incendies de forêt et de végétation en Indonésie, a déclaré lundi le ministère de la Santé.

La porte-parole du ministère, Widyawati, a indiqué que 1.898 agents de santé avaient été déployés dans sept provinces touchées afin d'améliorer l'accès aux soins médicaux pour plus de 13 millions de personnes et de soutenir le personnel médical local.

Les autorités ont placé 1.691 centres de santé communautaires, 360 hôpitaux de référence et 87 laboratoires de santé publique en alerte pour fournir des soins médicaux et effectuer des tests de qualité de l'air, a ajouté M. Widyawati.

Le ministère indonésien a exhorté les habitants à limiter leurs activités extérieures

et à porter des masques, en particulier les nourrissons, les jeunes enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et les personnes souffrant d'asthme ou de maladies cardiaques, qui sont considérées comme particulièrement vulnérables pendant l'état d'urgence lié aux feux de forêt.

L'Indonésie peine toujours à maîtriser les feux de forêt qui ravagent depuis plusieurs semaines certaines régions de Sumatra et de Bornéo, malgré le déploiement d'importants moyens, selon les autorités locales.

Les feux de forêt à Bornéo et à Sumatra ont recouvert de fumées toxiques certaines parties du pays et s'étendent désormais à la Malaisie voisine, à Singapour jusqu'aux Philippines et même au Vietnam.

R.Env

ÉQUATEUR ATTISÉ PAR DES VENTS VIOLENTS ET UNE SÉCHERESSE EXTRÊME, LE FEU MOBILISE HABITANTS, POMPIERS ET ARMÉE

Par Hamida Indja

Un violent incendie de forêt brûle depuis quatre jours près de Quito, en Équateur. Malgré l'aide des habitants et des pompiers, les vents violents compliquent la situation, dans un pays frappé par de nombreux incendies à cause de la sécheresse. Dimanche matin, les habitants de Quito se sont réveillés en voyant la fumée d'un incendie de forêt. Le feu dure depuis quatre jours et les vents violents ne font qu'aggraver la situation. Pendant la nuit, la fumée a envahi des quartiers habités, près de la colline de Casitagua, au nord de Quito, la capitale de l'Équateur, située à 2 850 mètres d'altitude. Les autorités municipales conseillent de porter un masque, tout en précisant que l'air n'est pas devenu dangereux. Le feu a repris de plus belle à cause des vents violents qui changent de direction. Le maire de la capitale, PabellMuñoz, a écrit sur les réseaux sociaux que les montagnes difficiles à traverser et la météo restent les principaux problèmes. Des photos prises depuis le ciel montrent des flammes hautes de plusieurs mètres qui avancent sur un versant très raide. Des habitants se sont joints aux pompiers pour tenter d'arrêter le feu, qui a déjà brûlé plus de 100 hectares de terre. Deux hélicoptères de l'armée aident également à éteindre l'incendie. Selon le service national de gestion des risques, environ neuf feux brûlent encore en Equateur, surtout dans la zone montagneuse du nord du pays. Les feux de forêt sont fréquents pendant la saison sèche dans cette région, mais cette année, ils sont devenus beaucoup plus violents à cause des conditions météorologiques liées au phénomène El Niño. Celui-ci s'annonce comme l'un des plus intenses jamais observés, avec de très longues périodes sans pluie et des températures très élevées. Ce phénomène réchauffe la surface de l'océan Pacifique et entraîne des changements partout dans le monde, concernant les vents, la pression atmosphérique et les précipitations.

Un autre incendie brûle encore près du célèbre volcan Imbabura, dans une région touristique du nord du pays qui produit de nombreux textiles des Andes. De plus, une vingtaine de feux sont en cours dans le pays voisin, la Colombie.

H I

ELÈVES À BESOINS SPÉCIFIQUES

MOULOUDJI LANCE LEUR RENTRÉE SCOLAIRE

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, a annoncé, lundi à Alger, le début de l'année scolaire 2026-2027 destinée aux élèves présentant des besoins spécifiques.

Par Yousra Dali

En inaugurant cette nouvelle étape à partir de l'Ecole pour enfants handicapés auditifs de Baraki, Mme Mouloudji a indiqué, lors d'un point presse, que « cette rentrée accueille plus de 40.000 élèves, répartis dans 277 établissements et 1.745 classes spéciales, dont 200 classes nouvellement créées qui entreront en service cette année, en étroite coordination avec le secteur de l'Education nationale ».

À cette occasion, la ministre a fait savoir que la mise en place d'une nouvelle plateforme numérique de prestations sera engagée, avec pour objectif de faciliter la continuité du parcours scolaire des élèves à besoins spécifiques et de renforcer les échanges entre l'école et la famille, afin de garantir un accompagnement plus efficace pour les élèves et leurs parents.

Elle a également souligné que cette rentrée se distingue par « la création de centres dédiés à l'accueil des enfants autistes », conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de ses engagements.

La mise en service de ces structures a été suivie par « l'élaboration d'un programme éducatif conforme aux exigences scientifiques, tenant compte des divers niveaux du trouble du spectre de l'autisme », assurant ainsi une prise en charge spécialisée en adéquation avec les besoins de chaque enfant, a-t-elle précisé, tout en notant que « les efforts continuent pour consolider les moyens d'encadrement et de prise en charge et contribuer à l'élévation de la qualité des services éducatifs et sociaux au bénéfice des enfants à besoins spécifiques et de leurs familles ».

Concernant la préparation des ressources humaines, la ministre a rappelé « la tenue de 25 sessions de formation au profit de plus de 1.078 bénéficiaires issus de diverses catégories, notamment des enseignants, des psychologues, des inspecteurs, des associations actives dans ce champ et des familles d'enfants autistes ».

Dans le même cadre, elle a évoqué plusieurs mesures destinées à concrétiser le volet social de l'Etat, dont l'allocation scolaire particulière versée à plus de 2,7 millions de bénéficiaires, la remise



de plus de 186.000 cartables comprenant l'ensemble des fournitures scolaires, l'attribution d'un quota complémentaire aux élèves de la wilaya de Jijel, ainsi que l'octroi de 100 millions de dinars visant l'acquisition de supports techniques et pédagogiques pour les élèves en situation de handicap visuel. Toujours dans cette perspective, Mme Mouloudji a rappelé que son secteur « garantit un suivi psychosocial important au bénéfice des familles, particulièrement des enfants », afin de les préparer à la rentrée, notamment via des ateliers d'échanges et des séances d'accompagnement psychologique, individuelles et collectives, et a pré-

cisé que ce dispositif « se poursuivra pendant plus de six mois, avec possibilité de prolongation si la situation l'exige ». La ministre a, en outre, pris part à une portion de la leçon inaugurale commune de la rentrée scolaire intitulée « La santé scolaire...pour un avenir sain et sûr », avant de se rendre à l'Ecole primaire « Maymouna Oum El Mouminin » d'El Biar pour examiner la classe spécialisée de l'établissement, puis à l'Ecole des enfants non-voyants d'El Achour afin de s'enquérir de la disponibilité des moyens pédagogiques adaptés.

YD

SEMAINE DE LA SANTÉ SCOLAIRE POUR RENFORCER LA PRÉVENTION AUPRÈS DES ÉLÈVES

Les activités de la Semaine de la santé scolaire ont débuté lundi dans la wilaya d'Oran, parallèlement à la rentrée scolaire 2026-2027, dans le cadre des efforts visant à renforcer la culture sanitaire et préventive auprès des élèves, a indiqué le responsable de la santé scolaire à la direction de la Santé et de la Population (DSP), Mohamed Moussali. Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine, est encadrée par des spécialistes de la DSP, notamment des médecins de santé scolaire, des psychologues et des chirurgiens-dentistes, à travers des sorties sur le terrain et des visites dans plusieurs établissements éducatifs des différentes communes de la wilaya, a précisé le même responsable.

Le programme prévoit également l'organisation de rencontres de sensibilisation et d'activités pédagogiques au profit des élèves et des membres

de la communauté éducative, en vue de promouvoir les bonnes pratiques sanitaires et de prévenir certaines maladies, notamment à travers des actions de sensibilisation à l'importance de l'hygiène des mains, aux soins bucco-dentaires et à l'adoption d'une alimentation équilibrée.

Ces activités portent également sur les risques liés à l'usage excessif des écrans et leurs répercussions sur la santé physique et psychologique des enfants, a-t-il ajouté.

M. Moussali a indiqué, par ailleurs, que les psychologues participant à cette campagne aborderont des questions liées à la santé psychologique des élèves et à l'importance de leur adaptation à l'environnement scolaire, particulièrement pour les enfants qui rejoignent pour la première fois les bancs de l'école.

Dans ce cadre, cette catégorie d'enfants béné-

ficie d'une attention particulière de la part des services de santé scolaire, notamment à travers leur préparation aux examens médicaux périodiques réalisés chaque année au profit des élèves, ainsi qu'aux campagnes de vaccination prévues dans le cadre du programme national de vaccination.

Ces actions permettent d'assurer un suivi sanitaire régulier des élèves et de favoriser le dépistage précoce de certaines pathologies nécessitant une prise en charge médicale, a-t-il expliqué.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme national de santé scolaire visant à renforcer la prévention en milieu éducatif et à améliorer la prise en charge sanitaire des enfants scolarisés, à travers l'intensification des activités de sensibilisation et la promotion des bonnes pratiques sanitaires dès les premières années de scolarisation.

RS

INGÉNIOSITÉ TROIS PROJETS INNOVANTS PRIMÉS ET QUALIFIÉS POUR LE HACKATHON NATIONAL DU BÉNÉVOLAT

Trois projets innovants ont été primés, dimanche, au terme des éliminatoires de wilaya qualificatives pour le Hackathon national des jeunes pour l'innovation dans le travail bénévole à Sidi Bel-Abbes, décrochant ainsi leur place pour la phase finale de la compétition nationale, a-t-on appris auprès des organisateurs.

La direction de la Jeunesse et des Sports a précisé que cet événement, accueilli pendant deux jours par la Maison de jeunes " Soldi Maâchou " au village de Delahim (commune de Sidi Hamadouche) sous le slogan " Les établissements de jeunes, des espaces incubateurs d'innovation et de bénévolat ", a vu la participation d'équipes de jeunes, de représen-

tants des clubs d'environnement et de citoyen-neté, ainsi que d'associations partenaires. Cette manifestation visait à accompagner les porteurs d'idées et d'initiatives pour les transformer en solutions concrètes et réalisables sur le terrain, à même de contribuer à l'ancrage des valeurs de citoyenneté et au renforcement de l'action associative et bénévole.

La même source a ajouté qu'après l'évaluation des présentations par un jury spécialisé, la première place est revenue au projet " Athar " avec un score de 83,5 points, suivi à la deuxième position par le projet " VOLUNTEER LINK " avec 71,2 points, tandis que le projet " Moubadir " a décroché la troisième marche du podium avec 67,4 points, assurant ainsi la qua-

lification de ces trois projets pour la finale nationale. Cet événement a constitué un espace interactif d'échange d'expériences et de développement de prototypes de solutions numériques et sociales adaptées aux préoccupations de la communauté locale, tout en mettant en exergue le rôle des structures de jeunesse comme pépinières de talents et d'innovation. Ces qualifications s'inscrivent dans le cadre du programme visant à promouvoir l'innovation chez les jeunes, à stimuler le travail d'équipe et à générer un impact positif sur la société, en plus de moderniser les mécanismes de l'action bénévole d'après des approches durables, selon la même source.

RS

FOOT/ QUALIFICATIONS CAN-2027 (GR.I)

LES VERTS ENTAMENT LEUR STAGE À SIDI MOUSSA SOUS LA CONDUITE DE BRAHIM HEMDANI

L'équipe nationale de football a lancé lundi, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, sa préparation en vue des deux premières journées (Gr.I) de la campagne des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027, sous la conduite de son nouveau sélectionneur Brahim Hemdani.

Pour ce premier rassemblement du nouveau staff technique, Hemdani est accompagné d'Anthar Yahia, désigné au poste d'entraîneur adjoint. Nacerddine Berarma sera l'entraîneur des gardiens de but, et Nacer Daineche préparateur physique. Les joueurs retenus (26 éléments) ont progressivement rejoint le lieu du regroupement depuis la matinée, à l'exception de Nabil Bentaleb, contraint de déclarer forfait après avoir contracté une blessure avec Lille OSC, lors de la défaite concédée dimanche en déplacement face à l'OGC Nice (2-1). Pour palier cette défection, le

staff technique a convoqué pour la première Adil Bourabaâ. Le jeune milieu de terrain (21 ans) du Mans FC (Ligue 1/ France) vient ainsi compléter le groupe appelé à préparer les prochaines sorties de la sélection. Ce rassemblement constitue le premier acte d'un nouveau chapitre pour les Verts, intervenant quelques semaines après la séparation à l'amiable entre la Fédération algérienne (FAF) et Vladimir Petkovic. Hemdani (48 ans) a imprimé sa marque sur sa première liste en opérant plusieurs changements par rapport au groupe présent au Mondial 2026. Des joueurs ayant pris

part à la compétition, notamment Housseem Aouar et Ramiz Zerrouki n'ont pas été retenus pour ce regroupement. La nouvelle sélection a par ailleurs enregistré les retraites internationales de deux de ses cadres les plus expérimentés, à savoir le désormais ancien capitaine Riyad Mahrez et le défenseur Aïssa Mandi, ouvrant davantage la voie à une re-composition de l'effectif. Une zone mixte avec la presse sera organisée ce mardi à 17h45, avant le début de la séance d'entraînement prévue au CTN de Sidi Moussa. Les Verts auront rapidement l'occasion de se mesurer à un premier

adversaire avec la réception de la Zambie, vendredi prochain au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou (20h00), dans le cadre de la première journée des qualifications de la CANxa-2027. Ils se rendront ensuite au Burundi, le mardi 29 septembre (14h00), pour le compte de la deuxième journée. Le programme de ce regroupement prévoit également une rencontre amicale face au Niger, le 6 octobre à Tizi-Ouzou (20h30), qui permettra au staff national de poursuivre son travail et d'élargir ses évaluations.

RS

LES VERTS À L'ÉTRANGER

L'ENTRAINEUR DE L'OGC NICE ENCENSE MOHAMED AMOURA

L'entraîneur de l'OGC Nice, Olivier Pantaloni a salué la prestation de l'attaquant international algérien Mohamed Amoura, soulignant notamment sa générosité dans l'effort et son efficacité retrouvée, après la première victoire de son équipe contre Lille (2-1), dimanche en match de la 5e journée du championnat de France de Ligue 1 de football. " Je suis content pour lui parce que c'est un joueur qui est extrêmement généreux. Ce soir, il a été en plus efficace dans ce qu'il a proposé ", a déclaré le technicien niçois, mettant en avant l'apport d'Amoura dans l'animation offensive. Le coach niçois a également insisté sur la complémentarité entre Amoura et Elye Wahi, es-

timant que les deux attaquants sont capables de mettre en difficulté les équipes évoluant avec un bloc plus haut. L'attaquant algérien Amoura s'est illustré de fort belle manière en inscrivant le deuxième but de son équipe, permettant à son équipe de s'imposer lors de cette rencontre pour la première de la saison contre le Co-leader (2-1). Servi dans profondeur, Amoura a éliminé Ozer avant de marquer dans le but vide (67 e, 2-0). Cette performance intervient ainsi comme un signal positif pour Amoura qui a rejoint la formation niçoise cet été sous la forme d'un prêt d'un an, assorti d'une option d'achat en provenance de Wolfsburg, relégué en Bundesliga 2.

Grâce à cette victoire, Nice quitte la zone rouge, après avoir entamé l'exercice en alignant quatre matchs sans victoire : deux défaites et deux nuls. Le regain de forme d'Amoura (26 ans) intervient à la veille du début du stage de l'équipe nationale, ce lundi au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en prévision des deux premières journées (Gr.I) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2027, sous la direction du nouveau sélectionneur, Brahim Hemdani.

RS

FOOT/ MOINS DE 17 ANS

AMINE GHIMOUZ RETIENT 24 JOUEURS EN VUE DU TOURNOI DE CROATIE

Le sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 17 ans, Amine Ghimouz, a dévoilé une liste de 24 joueurs en prévision du tournoi international prévu en Croatie du 26 septembre au 5 octobre prochain, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) lundi. La sélection algérienne débutera le tournoi international face à l'Arabie saoudite, le 26 septembre (16h00), puis contre le pays hôte la Croatie, le 29 septembre (12h30), avant de défier la Hongrie, le 2 octobre (12h30) et terminer face au Qatar, le 5 octobre (15h00). Pour rappel, la sélection algérienne des U17 dirigée par Amine Ghimouz, prépare sa participation à la prochaine Coupe du monde de la catégorie prévue du 19 novembre au 13 décembre prochain au Qatar. Les cadets algériens ont décroché leur qualification pour le Mondial-2026 après avoir atteint

les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2026), disputée en mai dernier. Au Qatar, l'Algérie évoluera dans le groupe J en compagnie des Etats-Unis, du Chili et du Monténégro. Elle débutera la compétition face au Chili, le 21 novembre à 14h30 (heure algérienne), avant de donner la réplique au Monténégro, le 24 novembre à la même heure, puis aux Etats-Unis, le 27 novembre à 16h00. L'édition 2026 du Mondial U17 réunira 48 sélections réparties en 12 groupes. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les huit meilleurs troisièmes, se qualifieront pour les seizièmes de finale. Voici la liste des 24 joueurs : Gardiens : Benmedjoub Nazim (Paradou AC), Guemdani Ivan Scander (O Marseille), Tifrani Yazid (RC Strasbourg). Défenseurs : Noubli Mahmoud (Paradou

AC), Dahmas Ayoub (USM Alger), Bouhadjela Yasser Nouredine (O Akbou), Achira zakaria Youcef (ASO Chlef), Benramdane Noam (Montpellier), Belkanichi Anas Suhail Younes (FC Toulouse), Mekkaoui Ilyes (Volendam FC), Bringnone Kenzo (O Marseille). Milieux de terrain : Sadj Ali (JS Kabylie), Kebir Iyad (O Akbou), Benghezel Nazim (Amine SC), Grini Ilyes (RC Lens), Nechab Walid (Olympique Lyonnais), Zouai Zineddine (FC Sochaux). Attaquants : Akbache Mohamed Tahar (USM Alger), Touali Khalil (O Akbou), Kaddouri Sid Ali (Paradou AC), Bendiab Zadig (Levante), Mameri Ilhan (Stade Brestois), Maghlout Mahdi Ali (Inter Milan), Tridi Abderrahmane (Stade de Reims).

RS

VOLLEY / 25E CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES NATIONS (MESSIEURS)

L'ALGÉRIE BAT L'EGYPTE (3-2) ET SE QUALIFIE POUR LES DEMI-FINALES

La sélection algérienne de volley-ball (messieurs), s'est qualifiée pour les demi-finales du Championnat d'Afrique des nations CAN-2026, en battant l'Egypte, tenante du titre, au tie-break 3 sets à 2 (25-17, 20-25, 19-25, 25-23, 15-13), lundi au Palais des sports d'El-Menzah à Tunis. Il s'agit d'un remake de la finale de la précédente édition, remportée en 2023 au Caire par l'Egypte face à l'Algérie (3 sets à 1). Le Six national sera opposé en demi-finale, prévue mercredi à 21h00, au Cameroun, qualifié aux dépens du Ghana (25-17, 19-25, 23-25, 16-14). Versé dans le groupe C à trois équipes, le Six national a bouclé la phase de poules avec un bilan d'une victoire devant le Tchad (3-0) et une défaite au tie-break face au Nigeria (2-3). Initialement programmée à Kinshasa,

la 25e édition du Championnat d'Afrique des nations ça été délocalisée à Tunis par la Confédération africaine de volley-ball (CAVB), en raison des inquiétudes liées à la situation sanitaire en République démocratique du Congo, notamment l'épidémie d'Ebola. Au-delà du titre continental, la compétition revêt un enjeu majeur : le champion d'Afrique décrochera directement son billet pour les Jeux olympiques de Los Angeles-2028, alors que les trois premières sélections au classement final seront qualifiées pour le Championnat du monde-2027. Résultats partiels des quarts de finale : Cameroun - Ghana 3-2 Egypte - Algérie 2-3 Tunisie - Rwanda (18h00) Nigéria - Maroc (21h00).

RS

FOOT / SÉLECTION ALGÉRIENNE U17 (B) ALGÉRIE

ZIANI CONVOQUE 25 JOUEURSPOUR LES MATCHS AMICAUX CONTRE LE TUNISIE (FÉDÉRATION)

Le sélectionneur national des U17 (B), Karim Ziani, a convoqué un effectif de 25 joueurs, dont 13 évoluant à l'étranger, en prévision de la double confrontation amicale contre la Tunisie, prévue les 24 et 27 septembre courant, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football (FAF). Des joutes qui s'inscrivent dans le programme préparatoire des jeunes "Verts" en prévision du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), prévue du 9 au 17 novembre 2026 en Tunisie, qualificatif à la CAN 2027 de la catégorie. Une compétition domiciliée à Sousse et Monastir, et qui drainera la participation de cinq nations nord-africaines, à savoir : Algérie, Libye, Egypte, Maroc et Tunisie (Pays hôte). A la fin du tournoi, les deux premiers au classement se qualifieront pour la phase finale de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations de la catégorie. Gardiens de but : Lounès Ryan (USM Alger),

Mediani Ibrahim (MC Alger) et Rouam Sedik Lahouari (MC Oran) Défenseurs : Fenniche Youcef (ES Sétif), Louadj Samuel Adam (FC Metz), Domaz Iyad (Paradou AC), Mouhous-Baccini Noa Salah (RC Strasbourg), Arrar Naim (Montpellier HSC), Tourqui Adam (Red Star FC), Kacem Nes-sim (AS Nancy-Lorraine) et Djelouat Mohammed El Amine (USM Alger) Milieux de terrain : Abdullah Abdelkader (Paradou AC), Mezzouar Réda (MC Oran), Celle-Ghani Emilio (Montpellier HSC), Kissoum Ben Adam (AS Saint-Etienne), Derouiche Mehdi (CR Belouizdad), Mekkid Ibrahim (Paris FC) et Ziane Ilyès (Clermont-Foot 63) Attaquants : Cherraba Isaac (LOSC Lille), Fehim Sid Ahmed (CR Belouizdad), Abed Yacine (Paradou AC), Bel-lagra Daoud (Toulouse FC), Meguenni Mohamed (Olympique Lyonnais), Batli Abderraouf (Stade Brestois 29), Djelailia Mohamed Sadek (JS El Biar).

RS

RENTÉE UNIVERSITAIRE 2026-2027
PRÈS DE DEUX MILLIONS
D'ÉTUDIANTS ATTENDUS SUR
LES CAMPUS

Près de deux millions de jeunes inscrits intégreront, ce mardi, les établissements universitaires disséminés sur l'ensemble du territoire, dans le cadre de la rentrée universitaire 2026-2027. À cette fin, le ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a mobilisé l'ensemble des ressources humaines et matérielles au service de 1.884.839 étudiants, répartis entre les universités et les structures de recherche, afin de leur offrir les conditions nécessaires pour concrétiser leurs ambitions en matière d'innovation et d'excellence, grâce à l'instauration d'un cadre pédagogique stimulant.

Par Saïd Slimani

Cet effectif global inclut 2600 étudiants étrangers, issus de 36 pays, qui profitent du programme « Etudier en Algérie ».

Ainsi, la nouvelle rentrée universitaire affirme l'orientation des pouvoirs publics visant à transformer l'université algérienne en levier performant du développement national et en partenaire actif de la dynamique de l'économie nationale. Cette démarche s'inscrit dans la continuité de la vision portée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a rappelé à maintes reprises l'importance de l'université dans le renforcement de la place de l'Algérie parmi les nations productrices de savoir, capables d'approprier et de développer les technologies, plutôt que de n'en dépendre que par importation.

Dans ce cadre, l'université algérienne s'attache à renforcer les dispositifs de jumelage et les partenariats avec des organismes nationaux et internationaux ; à consolider la formation en langue anglaise ; et à investir dans les filières d'excellence, notamment l'Intelligence artificielle (AI), la cyber-sécurité, les énergies renouvelables et les biotechnologies, ainsi que dans l'entrepre-



neuriet et l'innovation. À ce titre, le calendrier de la nouvelle année académique prévoit plusieurs chantiers majeurs, dont la mise en route du parcours de formation individualisé de l'étudiant, appuyé par les technologies de l'Intelligence artificielle. Ce mécanisme vise à élaborer un itinéraire pédagogique en adéquation avec les attentes de l'étudiant. Il prévoit également le développement d'un modèle linguistique intelligent au bénéfice de l'enseignant universitaire, afin d'aider à la préparation des exercices et des activités pédagogiques, tout en s'appuyant sur l'Intelligence artificielle pour apprécier les réponses des étudiants.

Par ailleurs, treize (13) nouvelles spécialités en lien avec les professions de demain ont également été introduites. Elles comprennent notamment le cursus d'ingénieur d'Etat en intelligence artificielle, un master intégré en technologies quantiques, ainsi qu'un master portant sur l'interopérabilité des systèmes d'information et un master en mécanique des systèmes spatiaux.

Dans le même esprit, le ministère a engagé une refonte des cursus relevant

des sciences de gestion, des sciences économiques et des sciences humaines, afin de les rendre plus souples.

En outre, en concertation avec le ministère de la Santé, il a été retenu d'ouvrir de nouvelles spécialités dans les domaines de la médecine et des sciences de la santé, notamment une licence en Santé et hygiène bucco-dentaire, ainsi que des masters en Conseil génétique, en intelligence artificielle médicale, en bioinformatique médicale et en addictologie, avec en parallèle la création d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en médecine de précision.

La rentrée universitaire se distingue aussi par le lancement de formations orientées vers la consolidation et la mise en avant de l'identité nationale, à travers un enseignement en sciences de l'information et de la communication dispensé en langue amazighe, avec une spécialité audiovisuelle. Les formations à portée internationale seront également renforcées, grâce à l'intégration de six nouvelles propositions dans le cadre d'accords de jumelage et de partenariats internationaux, ainsi qu'à la géné-

ralisation de l'enseignement des matières « Histoire de l'Algérie » et « Citoyenneté et patriotisme » dans l'ensemble des filières.

Parmi les nouveautés, figure également la mise en place d'un nouveau master universitaire, consacré à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique dans le domaine du « journalisme d'agence », en partenariat entre l'Université d'Alger 3 « Ibrahim Sultan Cheibout » et l'agence de presse Algérie Presse Service (APS).

Dans la même logique, l'accent est mis sur l'accompagnement du mouvement de numérisation et sur l'extension des outils numériques dans la gestion et les prestations universitaires. Cette dynamique est d'autant plus marquée que le secteur de l'Enseignement et de la Recherche scientifique s'est doté de 74 plateformes numériques, dans le cadre de la transformation numérique, laquelle constitue un pilier essentiel pour l'entrée vers une université de quatrième génération, ouverte sur son environnement économique et social.

SS

INFRASTRUCTURES
DES SALLES DE CLASSE AMÉNAGÉES POUR
ACCUEILLIR DES ÉLÈVES AUTISTES

Plusieurs établissements scolaires de la wilaya de Laghouat ont mis en place des salles de classe aménagées, alliant un choix chromatique et un agencement spatial étudié pour l'accueil des élèves autistes, scolarisés dans le palier de l'enseignement primaire, à l'occasion de la rentrée scolaire 2026/2027.

Entrant dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarité des enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme, cet aménagement vise à offrir des espaces d'apprentissage adaptés aux besoins des autistes, en intégrant pleinement la dimension sensorielle et psychologique des enfants, à travers une conception pensée pour leur bien-être, tout en fournissant un cadre scolaire plus apaisant et sécurisant.

Naceredine Benlarbi, architecte du plan d'aménagement de ces salles, a expliqué que la conception de ces espaces a pris en considération la spécificité de la frange ciblée, notamment en ce qui concerne l'organisation spatiale des éléments intérieurs, le choix des couleurs, ainsi que la régulation de la luminosité et de la mobilité au sein de la classe afin de créer un environnement paisible et motivant à la fois, permettant à l'enfant de s'adapter, de se concentrer et de bénéficier pleinement du processus d'apprentissage dans des conditions idoines.

La directrice de l'école Aïssa Talbi, Bengana Rokia, a souligné, pour sa part, que l'établissement porte un intérêt particulier à la prise en charge des enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme, indiquant que l'aménagement de ces salles marque un

pas décisif vers la réunion de meilleures conditions de scolarisation à cette frange, à travers un espace adapté à leurs besoins, tout en permettant au staff éducatif d'accompagner les élèves selon les spécificités propres à chaque cas, dans le but de renforcer leur présence et leur participation à la vie scolaire.

Elle a précisé que l'encadrement de ces enfants ne se limite point à la mise à disposition d'une salle équipée, il requiert également la synergie des efforts entre les familles, les enseignants, les encadrants et les différents intervenants, afin d'assurer un accompagnement éducatif et humain intégré aidant les enfants à développer leurs capacités et de garantir leur intégration progressive en milieu scolaire.

Le wali de Laghouat, Mohamed Benmalek, a souligné la nécessité d'entourer les enfants présentant des troubles du spectre de l'autisme d'un soin particulier, mettant l'accent sur l'importance de leur assurer de bonnes conditions de scolarité avec un accompagnement garantissant leur droit à l'éducation et à l'inclusion, considérant que la prise en charge de cette frange constitue une responsabilité commune, nécessitant l'action conjuguée des différents secteurs et acteurs.

Le wali de Laghouat a donné le coup d'envoi de la nouvelle année scolaire 2026/2027 à partir de l'école Aïssa Talbi, située au chef-lieu de la wilaya, dans une ambiance empreinte d'un suivi particulier des conditions d'accueil des élèves et l'inspection des mesures prises pour assurer une rentrée scolaire réussie.

RS

DANS LE SILLAGE
DE LA RENTÉE
UNE SEMAINE POUR LA SANTÉ
SCOLAIRE À MASCARA

La direction de la Santé de la wilaya de Mascara a programmé plusieurs activités de proximité dans le cadre de la Semaine de wilaya de sensibilisation à la santé scolaire, dont les activités ont débuté lundi. Organisée par la direction de la Santé en coordination avec la direction de l'Education, cette campagne comprend des cours de sensibilisation dispensés au sein des établissements scolaires et portant sur plusieurs thèmes liés à la santé scolaire, notamment la santé bucco-dentaire, l'alimentation saine, la prévention des risques liés aux drogues et le bon usage d'Internet.

Des équipes médicales mobiles ont également entamé, lundi, des actions de proximité au niveau des écoles primaires situées dans les agglomérations rurales, ainsi que dans les unités de dépistage et de suivi (UDS) implantées dans les collèges de la wilaya. Elles ont pour mission de sensibiliser les élèves aux règles d'hygiène et de prévention sanitaire, aux comportements favorables à la préservation de leur santé physique et mentale, ainsi qu'aux risques liés à l'usage excessif des jeux électroniques et des réseaux sociaux. Dans le cadre de cette manifestation, qui s'étale sur une semaine, plusieurs ateliers de sensibilisation destinés aux élèves ont également été programmés autour de thèmes tels que l'alimentation saine, les risques liés à l'obésité, les dangers des réseaux sociaux, les risques liés à la consommation de substances psychotropes et l'importance de la pratique sportive, a-t-on fait savoir de même source. Parallèlement, des cadres de la direction de la Santé, accompagnés de leurs homologues de la direction de l'Education, animeront une émission sur les ondes de la Radio régionale de Mascara consacrée à la santé scolaire.

Cette manifestation vise à promouvoir une culture de prévention sanitaire auprès des élèves, à renforcer leur sensibilisation aux comportements favorables à la santé et à les prémunir contre les différents risques susceptibles d'affecter leur santé physique et psychologique, a-t-on indiqué.

RS

GÉNOCIDE

LES FAMILLES DE GAZA CONTINUENT DE FOUILLER LES DÉCOMBRES À LA RECHERCHE DE LEURS PROCHES ASSASSINÉS

(1^{re} PARTIE)

Partout à Gaza, des familles enterrent les restes des morts retrouvés dans des fosses communes et sous les décombres, des années après les frappes israéliennes, souvent sans savoir à qui appartiennent ces ossements.

Par Alexandre Lemoine
In mondialisation.ca

Lulu Herz était une traductrice de 23 ans. Elle s'était mariée la veille du jour où les Israéliens ont lancé leur génocide, le 6 octobre 2023.

Le lendemain matin, avec son mari, elle a fui le quartier d'Al-Sahaba, au centre de Gaza, pour se réfugier à Tal al-Hawa, à l'ouest de la ville de Gaza, où ils ont été recueillis par des proches de son mari, la famille Karam.

Le 18 décembre 2023, une frappe aérienne a touché l'immeuble de quatre étages où se trouvaient environ 50 personnes. Vingt-cinq d'entre elles ont été tuées, dont Lulu, son mari de 26 ans et le frère de ce dernier. Quelques survivants qui s'étaient réfugiés dans le sous-sol ont réussi à se dégager des décombres à la force du poignet. Lulu et son mari sont restés ensevelis sous les décombres.

Monzer, qui avait été déplacé de son côté dans le sud de la bande de Gaza, a appris la mort de sa sœur avant le reste de la famille. Il a déclaré à The New Arab que les communications étaient coupées et qu'il avait fallu deux jours pour lui transmettre la nouvelle. Il a tenté d'organiser lui-même la récupération de son corps, à ses propres frais.

« J'ai essayé de récupérer le corps moi-même, mais cela nécessitait une autorisation du COGAT que je n'ai pas réussie à obtenir », a-t-il déclaré, en référence à l'unité militaire israélienne chargée de la coordination civile dans les territoires palestiniens. Quatre jours avant que Monzer ne s'entretienne avec The New Arab, les équipes de récupération ont enfin atteint le site. Mais ce qu'elles ont exhumé n'était pas un corps qu'il pouvait reconnaître ; c'était une masse informe d'os et de tissus, mêlée aux restes d'autres personnes qui avaient trouvé la mort dans le même bâtiment.

« Quand on l'a exhumée, on ne savait pas si c'était elle. On a sorti un tas d'os, et les restes s'étaient mélangés à d'autres. Nous n'avons pas pu confirmer qu'il s'agissait des siens », a-t-il déclaré.

Comme on ne pouvait pas séparer les restes de Lulu des autres, la famille a accepté que tous les restes des personnes assassinées à cette adresse soient enterrés ensemble. « Nous avons considéré cela comme des funérailles collectives, et nous les avons enterrés dans une fosse commune », a expliqué Monzer à The New Arab.

Sa famille a attendu cet enterrement pendant presque trois ans, comme des milliers d'autres qui attendent encore.

Un autre enterrement collectif

La Défense civile de Gaza a estimé qu'environ 8000 Palestiniens se trouvaient encore sous des bâtiments détruits, mais d'autres observateurs des droits de l'homme suggèrent que le chiffre réel, incluant les corps non retrouvés et non identifiés, pourrait être considérablement plus élevé.

Mahmoud Basal, porte-parole de la Défense civile de Gaza, a déclaré à The New Arab que les équipes avaient récupéré 200 corps depuis la reprise des opérations fin juin, et que les ruines d'environ 300 bâtiments à travers la bande de Gaza recouvraient encore des victimes.

« C'est l'une des tâches les plus difficiles auxquelles sont confrontées nos équipes de terrain à Gaza », a-t-il dé-



claré, décrivant un effort de récupération qui, selon ses propres estimations, nécessitera encore des années de travail.

Une première phase, a-t-il précisé, menée en collaboration avec le CICR de novembre dernier à février, a permis de récupérer 333 corps dans le centre de Gaza, à Gaza-Ville et dans le nord, au cours d'environ 800 heures de travail, avant que le projet ne soit suspendu pendant sept mois. Le Dr Ahmed Abu Taha, responsable du dossier des restes non identifiés au sein du service de médecine légale de Gaza, a déclaré à The New Arab que l'ampleur de la crise dépasse largement les capacités des équipes, qui ne comptent pas plus de 15 personnes, bénévoles compris.

Tout ce qui concerne l'identification des victimes se heurte à des restrictions à l'entrée à Gaza, a déclaré le Dr Ahmed, ce qui rend la tâche plus difficile au fil des années.

L'identification repose normalement sur un ensemble de méthodes spécialisées. Aucune d'entre elles, a-t-il précisé, n'est actuellement disponible.

« Nous disposons des tests de confirmation nécessaires à l'identification : l'anthropologie médico-légale, l'analyse osseuse, les examens dentaires et les tests ADN, qui sont les plus connus. Aucun de ces tests n'est disponible dans la bande de Gaza. »

Les fosses communes sont devenues une autre routine macabre de la vie à Gaza.

Le 20 août, une fosse commune a été creusée à Gaza-Ville pour accueillir 50 personnes issues des familles Al-Sawafiri, Al-Batniji, Karam, Herz et d'autres. Leurs corps venaient d'être exhumés des ruines de maisons touchées au cours des premiers mois du génocide israélien, dans des quartiers tels que Tal al-Hawa, Zeitoun, Sabra, Sheikh Radwan et al-Shati.

Quelques semaines plus tôt, le 4 août, des funérailles encore plus importantes avaient eu lieu : des milliers de personnes s'étaient rassemblées à Gaza pour enterrer 112 membres des familles Abu Sharia et al-Hasayna, dont les dépouilles avaient été retrouvées dans un seul bâtiment du

quartier de Sabra, abattu en novembre 2023.

La Défense civile de Gaza a qualifié cet événement de l'un des plus grands enterrements organisés sur le territoire depuis le début de la guerre génocidaire menée par Israël contre l'enclave assiégée.

Les responsables palestiniens affirment que cette frappe a tué, à elle seule, 308 membres des deux familles, dont 40 enfants. Environ 157 d'entre eux sont toujours portés disparus.

Impossible d'identifier les dépouilles

Ihab al-Sawafiri, 56 ans, a perdu la majeure partie de sa famille le 2 décembre 2023, deuxième jour de la première trêve de la guerre. Lui et son frère étaient allés rendre visite à un ami blessé à l'hôpital arabe Al-Ahli quand il y a eu une violente frappe. Il a vu de la fumée s'élever dans la direction de son propre quartier, Asqoula, et s'est précipité chez lui pour découvrir que l'immeuble était effondré et en feu.

Vingt-sept de ses proches et environ 41 voisins se trouvaient à l'intérieur. Dans les jours qui ont suivi, il a retrouvé le corps de son fils aîné dans l'immeuble d'en face, celui de sa femme à même le sol, et celui de son fils cadet sur le toit d'un voisin.

Le reste de sa famille, dont deux autres enfants âgés de 20 et 9 ans, est resté enseveli sous les décombres pendant près de trois ans.

Lorsque les équipes de secours les ont enfin retrouvés, a raconté Ihab à The New Arab, l'identification était pratiquement impossible. Douze corps exhumés le premier jour avaient été laissés à ciel ouvert et ensuite hâtivement recouverts de terre au bulldozer, ne laissant aucune trace.

« Il est impossible d'identifier les restes. Cela fait près de trois ans qu'ils sont sous les décombres », a-t-il déclaré. « Nous sommes désespérés. Cela fait près de trois ans que nous supplions la Protection civile de sortir les corps des décombres. »

Les fouilles se poursuivent à l'aide d'engins lourds fournis par le Comité international de la Croix-Rouge, tan-

dis que les équipes de la Défense civile travaillent aux côtés de spécialistes de la médecine légale et de la criminalistique pour trier et inventorier les restes, a expliqué Mahmoud.

Il s'agit d'un travail entièrement nouveau pour les équipes médico-légales de Gaza. « Avant la guerre, la question des corps et des personnes disparues sous les décombres n'existait pas. Nous n'avions aucune expérience de ce type de travail », a déclaré le Dr Ahmed.

La crise juridique des personnes disparues à Gaza

Nada Abu Alta, directrice du Centre palestinien pour les personnes disparues et victimes de disparitions forcées, a déclaré à The New Arab que des personnes comme Lulu Herz se trouvent dans une situation juridique ambiguë. Même lorsqu'une famille sait exactement où un proche est mort et estime que le corps se trouve toujours sous un bâtiment précis, cette personne est classée comme « disparue » aux yeux de la loi.

« Légalement, elles sont classées comme disparues, même si la famille sait où elles se trouvent et pendant quelle frappe elles ont été tuées », a-t-elle déclaré.

« Leur sort n'est pas réglé tant que le corps n'a pas été exhumé, qu'un certificat de décès n'a pas été délivré, que l'inhumation n'a pas eu lieu et que la famille n'a plus de doute. »

Nada a expliqué que de nombreuses familles de ce type ne déposent pas de plainte officielle pour disparition, puisqu'elles savent très bien où se trouve leur proche. Mais elles font pression sur la Défense civile et la Croix-Rouge pour que celles-ci récupèrent le corps. Le centre ne peut pas donner de chiffre précis sur le nombre de personnes qui se trouvent encore sous les décombres de Gaza.

« Il est impossible de donner un chiffre exact concernant les personnes encore sous les décombres. Ce sont des estimations. Elles pourraient être légèrement supérieures ou inférieures, et nous faisons de notre mieux pour avancer un chiffre raisonnable », a-t-elle déclaré.

Ansam Al-Kitaa (à suivre...)

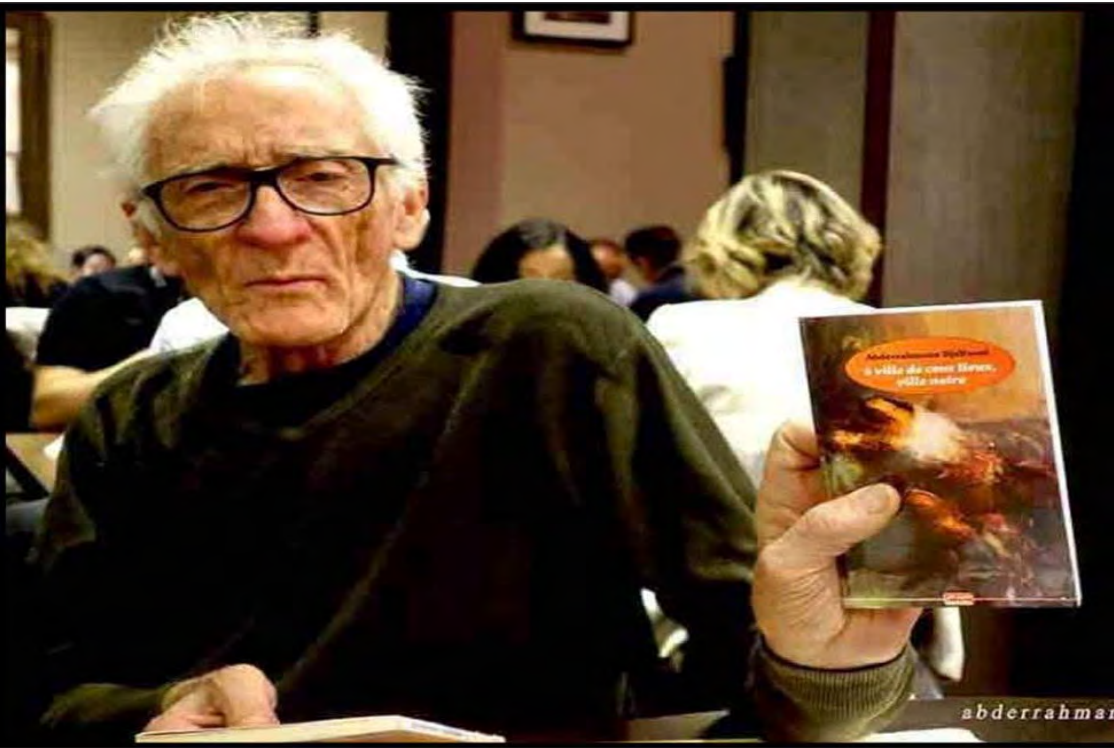
Escales sur le Web

Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

HOMMAGE À MOUSSA HADDAD

Décédé le 17 septembre 2019, à l'âge de 81 ans. Le cinéaste Moussa Haddad est producteur et réalisateur de plusieurs films à succès. Né en 1937, Moussa Haddad avait travaillé comme assistant du réalisateur italien Gilo Pontecorvo sur le film "La bataille d'Alger" et de Enzo Peri (Trois pistolet pour César) avant de réaliser "L'inspecteur Tahar" en 1967, sa première œuvre qui a remporté un franc succès. Moussa Haddad a également signé "Les vacances de l'inspecteur Tahar", une comédie à succès sortie en 1972, suivie la même année du film "Sous le peuplier". Il est aussi le réalisateur de "Hassan Terro au maquis" (1978), "Les enfants de novembre" (1975), "Libération" (1982) ou encore "Made In"(1999). Moussa Haddad revient, après une longue absence derrière la caméra, avec le film "Harraga Blues", un drame social sur l'immigration clandestine sorti en 2012. En tant que producteur, Haddad est l'auteur du premier vidéoclip algérien pour une chanson de Boualem Chaker. Sa Filmographie est impressionnante. 1967 : L'Inspecteur Mène L'Enquête. 1972 : Les Vacances de l'inspecteur Tahar. 1972 : Sous le peuplier.



1975 : Les Enfants de novembre. 1975 : Une cigarette pour Ali. 1978 : Hassan Terro au maquis. 1980 : Boualem Zid El Goudam. 1982 : Libération. 1999 : Made In. 2012 : Harraga Blues... Comme Assistant réalisation (longs métrages): 1965 : La Bataille d'Alger : second assistant 1966 : Trois

pistolets contre César d'Enzo Peri... Hommage a ce grand cinéaste de talent. Son regard, son œuvre et sa passion pour le septième art restent gravés dans nos mémoires. Il a légué des œuvres sublimes, empreintes de sensibilité, de passion et de créativité, qui continuent de vivre dans la mé-

moire du public. Son œuvre demeure un héritage artistique précieux, témoignage d'un talent qui ne s'efface pas avec le temps... Publié par A. Hammouche sur Facebook dans Le Journal des Artistes, le 17 septembre 2026.

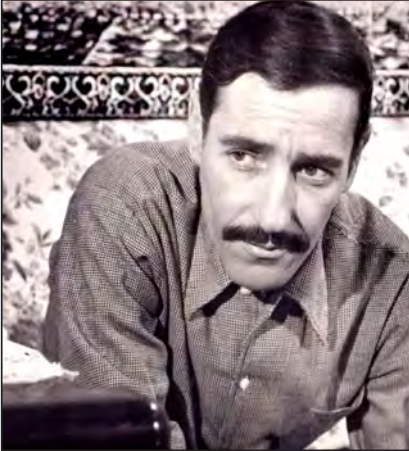
L'INOUBLIABLE DJAMEL ALLAM



Le 15 septembre 2018, nous quittait un grand nom de la chanson, laissant derrière lui une œuvre riche et une empreinte indélébile dans notre paysage artistique. Sa voix, son talent et les émotions qu'il a offertes à plusieurs générations restent profondément gravés dans nos mémoires. Son art continue de résonner et de vivre à travers ses œuvres... L'artiste Djamel Allam est décédé à l'âge de 71 ans. Il est incontestablement l'un des ambassadeurs de la chanson algérienne, né le 26 juillet 1947 à Béjaïa. Il avait représenté la chanson algérienne en France mais aussi sur des scènes européennes et en Amérique. Djamel Allam apprend la musique au conservatoire de musique de Béjaïa sous l'œil bienveillant du Cheikh Sadek El Béjaoui, puis part en 1970 en France, à Marseille puis à Paris. Son premier album Argu (Rêve), produit en 1974 par Gilles Bleiveis, remporte un très grand succès auprès du public et des médias. Djamel Allam remplit les grandes salles de France et part en tournée en Europe et aux États-Unis. Entre 1978 et 1985, il sort 3 albums, Les rêves du vent (1978), Si Slimane (1981) et Salimo (1985). Il écrit des musiques de films et de documentaires, dont Ma dernière nuit à la Goutte d'Or de Daniel Duval, diffusé sur TF1. Il est aussi comédien pour le cinéma (Fort Saganne d'Alain Corneau). Il acquiert sa notoriété avec Argu (Rêve) puis M'ara d-yughal (Quand il reviendra). Il enchaîne album sur album, compose la musique de plusieurs films (notamment Prends 10 000 balles et casse-toi, La plage des enfants perdus)... Par ailleurs, l'institut de musique de la ville de Yemma Gouraya porte désormais son nom. Paix à son âme

Publié par A. Hammouche sur Facebook dans Le Journal des Artistes, le 16 septembre 2026.

UNE PENSÉE POUR LARBI ZEKAL



Décédé le 17 septembre 2010 à Alger. Acteur algérien Larbi Zekkal, interprète du Caïd dans le film de Rachid Bouchareb "Hors la loi", est décédé à l'âge de 76 ans. Il est originaire de la région d'Ath Yala... Plusieurs années après sa disparition, le souvenir de cet acteur de valeur demeure toujours présent dans nos mémoires. Par son talent, sa sensibilité et la justesse de ses interprétations, il a marqué le cinéma national de son empreinte. Son parcours artistique témoigne d'un immense amour pour son métier. Les années passent, mais les grandes œuvres et les artistes qui les ont portées restent éternels... Cet immense acteur, qui joua notamment dans "Chroniques des années de braise" et "La bataille d'Alger", a fait une chute de son balcon au premier étage d'un immeuble de la capitale. Cet artiste talentueux demeure un grand homme du cinéma algérien. Né le 19 mai 1934 à Alger, Zekkal a débuté au théâtre dans les années 1950 avant de tourner dans la majeure partie des films après l'indépendance en 1962. Il a joué des rôles dans plusieurs films consacrés à la guerre d'Algérie mais aussi d'autres comme "L'honneur de la tribu", "Moissons d'acier", "De Hollywood à Tamanrasset" et "Fatima, l'Algérienne de Dakar". Aussi en 1993 dans : Automne... Octobre à Alger de Mohammed Lakhdar-Hamina. 2004: Les Suspects de Kamal Dehane. 2004: Fatima, l'Algérienne de Dakar de Med Hondo. 2006: Beur blanc rouge de Mahmoud Zemmouri. 2008: Si Mohand u M'Hand, l'insoumis de Rachid Benallal et Liadz Khodja. 2010: Hors-la-loi de Rachid Bouchareb... A la télévision il a notamment joué en 1981 dans Le bourreau pleure d'Abder Iskri. 2002: Chafika Baâd Elliqa d'Amar Tribeche. 2002: Les Rues d'Alger d'Amine Kais. 2007: Maouïd maâ El Kader de Djaafar Gacem. Paix à son âme.

Publié par A. Hammouche sur Facebook dans Le Journal des Artistes, le 17 septembre 2026.

81^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

ATTAF RENCONTRE NOMBRE DE SES HOMOLOGUES EUROPÉENS

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a rencontré nombre de ses homologues de pays européens, au deuxième jour de sa participation aux travaux de la 81e session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU), indique lundi un communiqué du ministère.

La rencontre de M. Attaf avec son homologue portugais, Paulo Rangel, a été "l'occasion de passer en revue l'état des relations de coopération et de partenariat privilégiées entre l'Algérie et le Portugal et de réaffirmer la volonté commune des deux pays de les renforcer davantage et de les étendre à d'autres domaines, au service de leurs intérêts communs", précise le communiqué.

Les deux parties ont également abordé les préparatifs en cours pour les prochaines échéances bilatérales, convenant de l'importance de poursuivre la coordination et la concertation pour en assurer la réussite.

MM. Attaf et Rangel ont aussi "échangé les vues sur les relations de coopération entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) et les perspectives de leur renforcement et développement au mieux des intérêts des deux parties" et "abordé nombre de questions internationales et régionales d'intérêt commun", ajoute la même source.

Ahmed Attaf a, en outre, rencontré le ministre des Affaires étrangères du Royaume du Danemark, Lars Lokke Rasmussen, avec lequel il a examiné nombre de questions d'intérêt commun, notamment l'état de la coopération bilatérale dans divers domaines et les voies et moyens de la hisser vers de plus larges perspectives, à la hauteur des importantes potentialités des deux pays.

Le ministre d'Etat et son homologue danois ont également abordé la coopération multilatérale sous ses différents aspects liés à la paix, à la



sécurité et au développement, soulignant l'importance de maintenir la coordination pour faire aboutir les initiatives convenues dans le cadre de la coopération entre les pays africains et les pays nordiques.

Les entretiens entre M. Attaf et son homologue bulgare, Velislava Petrova-Chamova, ont permis de passer en revue le développement des relations bilatérales et les domaines de coopération entre l'Algérie et la Bulgarie, et d'examiner les voies et moyens à même de les promouvoir et de les diversifier au service des intérêts communs des deux pays, selon la même source.

Les deux ministres ont aussi passé en

revue l'état de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne et échangé les vues sur les voies à même de la développer et de garantir une mise en œuvre équilibrée de l'Accord d'association entre les deux parties, de manière à préserver les intérêts de chacune d'elles.

M. Attaf s'est entretenu, par ailleurs, avec le ministre grec des Affaires étrangères, George Gerapetritis, avec lequel il a examiné les voies de renforcement des relations de coopération bilatérale, notamment dans la perspective de la visite qu'effectuera M. Gerapetritis en Algérie, qui "permettra d'explorer de nouvelles possibilités de

partenariat et d'investissement dans divers domaines, à l'instar des infrastructures, des énergies renouvelables, de la gestion des ressources en eau et du transport maritime".

Les deux parties ont évoqué, entre autres, le processus de mise en œuvre de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'UE, notamment au regard des obstacles auxquels se heurtent les exportations algériennes pour accéder au marché européen, insistant sur la nécessité de les traiter dans le cadre des mécanismes de l'Accord d'association, de façon à garantir un équilibre et à préserver les intérêts de chaque partie, selon le communiqué.

Le ministre d'Etat a également rencontré le ministre des Affaires étrangères de Chypre, Constantinos Kombos, avec lequel il a passé en revue l'état des relations bilatérales et examiné les voies de les promouvoir et de les élargir, au service des intérêts communs des deux pays.

MM. Attaf et Kombos ont aussi examiné l'état de la coopération entre l'Algérie et l'UE et échangé les vues sur les voies à même de la développer et de la renforcer, au mieux des intérêts communs des deux parties, ajoute le communiqué.

Ils ont, par ailleurs, évoqué les développements au Moyen-Orient et les répercussions de la situation dans le détroit d'Ormuz sur la navigation maritime.

RA

ILS ONT PRIS EN CHARGE LES PRÉOCCUPATIONS DES SINISTRÉS DES RÉCENTS INCENDIES SAYOUD SALUE LES EFFORTS DES WALIS

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a salué, lundi à Alger, "les efforts majeurs et la présence continue sur le terrain" des walis de la République, lors des récents incendies ayant touché certaines wilayas du pays, pour la prise en charge des préoccupations des citoyens et des sinistrés, a indiqué un communiqué du ministère.

Dans une déclaration en marge de la cérémonie d'installation de Youcef Roumane dans ses fonctions de Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Sayoud a "adressé ses remerciements aux walis de la République pour leurs efforts majeurs et leur présence continue sur le terrain lors des récents incendies ayant touché certaines wilayas du pays, ainsi que pour le suivi de

la situation qu'ils ont assuré pour la prise en charge des préoccupations des citoyens et des sinistrés".

Il a également salué "les efforts et la mobilisation des cadres locaux et centraux et des cadres des différentes institutions de l'Etat pour relever le défi".

Le ministre a saisi cette occasion pour adresser "un message de remerciements aux citoyennes, aux citoyens et à la société civile pour leur élan de solidarité, qui a été salué par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", et rendre hommage aux différents services pour "leur rôle dans la prise en charge des citoyens dans ces circonstances".

Après avoir souligné que le ministère "suit le moindre détail à l'échelle nationale", le ministre a appelé les walis de la République à travers tout le pays à

"prendre en charge les besoins des citoyens" et à "œuvrer à l'amélioration de leurs conditions de vie", tout en insistant sur "la nécessité de suivre les différents dossiers et préoccupations avec la rigueur et le sérieux requis".

Il a aussi rendu hommage aux "agents de la Protection civile pour leurs efforts, leurs sacrifices, leur mobilisation et le courage dont ils ont fait preuve sur le terrain pour face aux incendies, prendre en charge les citoyens et protéger les vies et les biens".

Il a, par là même, adressé "ses remerciements au Directeur général de la Protection civile et à l'ensemble de ses cadres et agents, ainsi qu'au Directeur général de la Sûreté nationale et à tous les cadres et corps de sécurité pour leurs efforts et leur mobilisation continue".

Le ministre a, par ailleurs, souligné que la présence sur le terrain des walis lors des inondations ayant touché récemment nombre de wilayas du pays "renforce le sentiment de sérénité et de sécurité chez les citoyens tout en incarnant la présence de l'Etat", relevant "la nécessité d'atteindre un niveau de gestion permettant de maîtriser les diverses situations et de les suivre avec rigueur et sérieux".

Les décisions "efficaces" du président de la République ont permis de "surmonter cette épreuve", a-t-il affirmé, précisant que les établissements scolaires à Jijel et dans les autres wilayas touchées étaient au rendez-vous pour la rentrée scolaire.

RA

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

ARRESTATION DE 2 NARCOTRAFIQUANTS ET SAISIE DE PLUS DE 58 KG DE COCAÏNE

Deux (2) narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 58 kg de cocaïne dissimulés minutieusement à l'intérieur de deux camions semi-remorques ont été saisis, lors d'une opération menée lundi par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) relevant du secteur militaire de Tamanrasset, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts consentis dans la

sécurisation des frontières nationales et la lutte contre les barons de la contrebande et le crime organisé, et grâce à l'exploitation efficiente des informations, des détachements combinés de l'ANP relevant du Secteur militaire de Tamanrasset en 6^{ème} Région militaire, ont procédé, aujourd'hui lundi 21 septembre 2026, à l'arrestation de deux narcotrafiquants et à la saisie d'une importante quantité de drogues dures (cocaïne) s'élevant à plus de 58 kilogrammes, dissimulés minutieu-

sement à l'intérieur de deux camions semi-remorques", précise la même source.

"Cette opération confirme l'entière disponibilité de toutes les composantes de l'ANP à déjouer toute tentative visant à inonder notre pays par ces substances toxiques, et porter atteinte à la quiétude et à la sécurité du citoyen", ajoute le communiqué.

RA